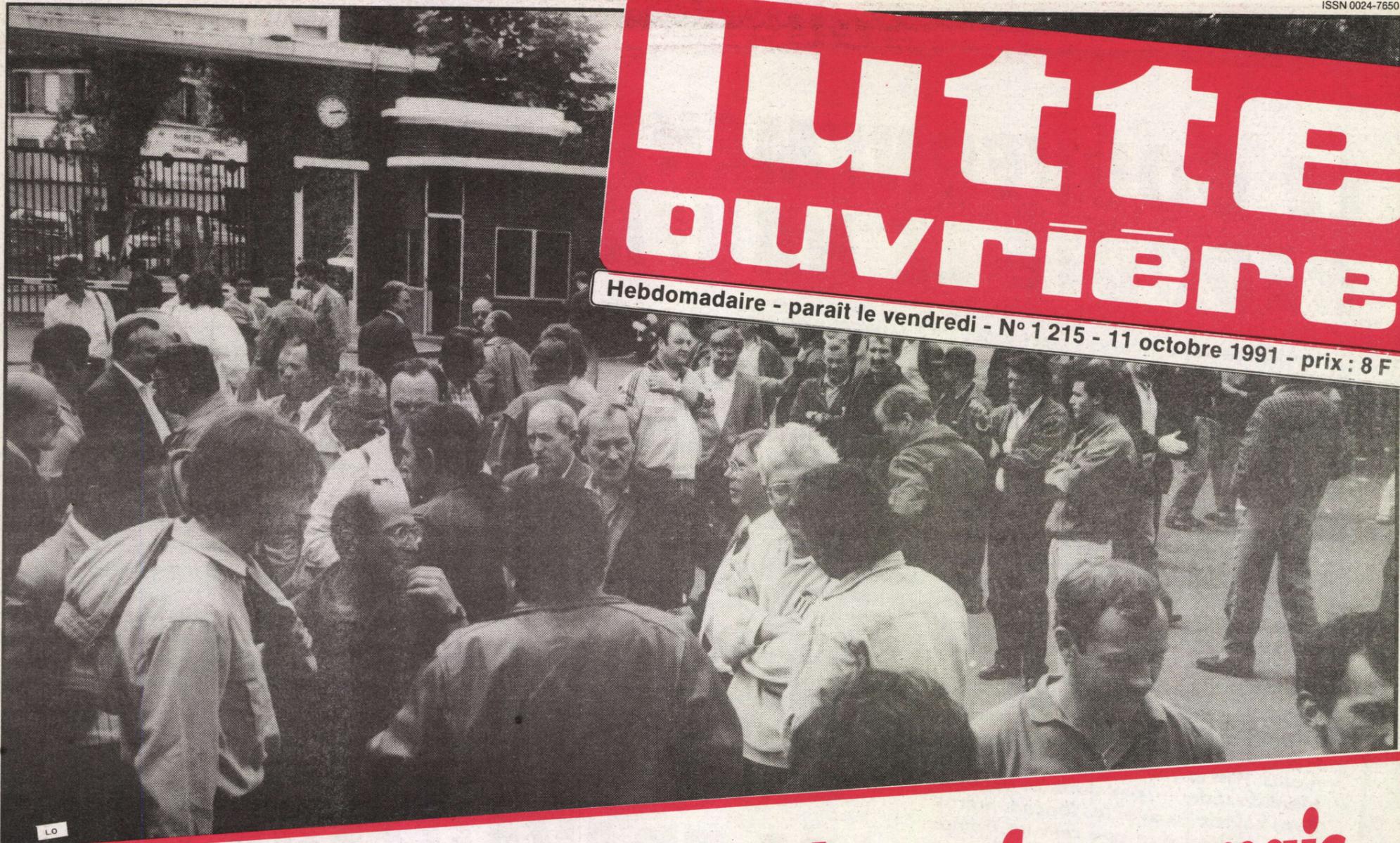


Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1215 - 11 octobre 1991 - prix : 8 F



**Le gouvernement redoute le naufrage, mais...
LES TRAVAILLEURS EN ONT ASSEZ
DE GALÉRER !**



M6189 - 1215 - 8.00 F



LE GOUVERNEMENT REDOUTE LE NAUFRAGE, MAIS...

L'approche des échéances électorales inquiète les dirigeants socialistes. Ils se demandent comment ils pourraient bien faire pour ne pas trop subir les conséquences, auprès de leurs électeurs, de l'extension du chômage et de la baisse des salaires. Depuis longtemps, l'argument selon lequel ce serait le mal nécessaire à endurer pour que vienne la reprise économique et que le patronat embauche, ne convainc plus personne, et eux-mêmes ne font même plus semblant d'y croire. Il faut dire que cela fait plus de dix ans qu'ils répètent ce mensonge, dont la droite a d'ailleurs usé et abusé bien avant eux.

Alors, Cresson a d'abord fait mine de demander aux entreprises du secteur public de réviser leurs plans de licenciements. Puis le gouvernement a fait semblant de céder un peu dans les négociations salariales avec les fonctionnaires, si peu à vrai dire que cela ne trompe personne et que même les dirigeants syndicaux qui ne demanderaient qu'à signer hésitent à le faire.

Certains dirigeants socialistes seraient bien partisans, paraît-il, d'assouplir la politique de rigueur dont Bérégovoy s'est fait le symbole. Après dix ans passés à mener une politique anti-ouvrière et à permettre au patronat d'engranger des surprofits grâce aux licenciements et à la baisse des salaires, ils trouvent sans doute que celui-ci pourrait leur permettre de faire quelques cadeaux pré-électorales, qui lui seraient ensuite, bien sûr, remboursés au centuple. Mais le patronat, la bourgeoisie n'ont même pas la reconnaissance du ventre. Ils ne voient pas pourquoi ils devraient, pour permettre aux dirigeants socialistes de se refaire une santé, accepter des faux frais et abandonner un centime de leurs profits.

Car un parti comme le Parti Socialiste sert justement à cela : à laisser espérer pendant des années à ses électeurs que les choses iront mieux s'il vient au gouvernement, puis à les faire patienter encore des années une fois qu'il y est, jusqu'à se discréditer complètement. Le temps est alors venu de repasser la main à la droite pour continuer à mener la politique désirée par le patronat, mais cette fois en profitant du discrédit de la gauche, de la démoralisation de ses militants et de tous les reculs infligés entre temps à la classe ouvrière à qui ces gouvernements dits de gauche ont imposé des vagues incessantes de licenciements, la baisse du pouvoir d'achat et la généralisation de l'emploi précaire.

Alors tandis que Mitterrand, lui, en est sans doute déjà à explorer les voies d'une prochaine cohabitation, appuyée si possible sur les centristes, le Parti Socialiste en est réduit à scruter anxieusement ce qu'on appelle les "indices" de

l'économie en espérant un léger mieux qui lui permette de faire un peu moins mauvaise figure devant ses électeurs.

Mais tout cela, c'est le problème du Parti Socialiste et de ses politiciens. Ils pourront toujours se reconvertir, à la différence de bien des travailleurs qu'ils ont aidé à licencier et précipités dans un chômage sans issue.

Le problème de la classe ouvrière est tout autre, et bien indépendant des échéances électorales proches ou plus lointaines. Il est de surmonter la désorientation, le désespoir qui sont la conséquence des désillusions entraînées par la politique de la gauche au pouvoir - Parti Socialiste, mais aussi Parti Communiste, qui y a apporté sa contribution. Il est de prendre conscience qu'elle a les moyens de se défendre, si elle sait se servir de ses propres

la société mondiale - dans une spirale de crise, d'appauvrissement, de dégradation quand ce n'est pas de désagrégation et de guerre. Il n'y a pas de limite à ce processus, pas d'autre limite que celle que sauront y mettre les exploités. Mais cela implique qu'ils se battent ensemble, qu'ils prennent conscience de leurs moyens d'agir, de la force qu'ils peuvent représenter s'ils le font en commun. Pourquoi ce qui est possible pour les paysans, ne serait-ce que manifester tous ensemble comme ils l'ont fait il y a dix jours, serait-il impossible pour la classe ouvrière?

C'est cette solidarité, cette perspective de classe, cette conscience de leurs intérêts communs et de la force qu'ils représentent, eux qui produisent toutes les richesses, que les travailleurs ont à découvrir - ou à redécouvrir -, à recons-

LES TRAVAILLEURS EN ONT ASSEZ DE GALÉRER !

armes, des moyens dont elle dispose en tant que classe; et cela qu'elle soit face à un gouvernement de gauche ou à un gouvernement de droite - qui peut dire d'ailleurs aujourd'hui où est la différence entre la politique des uns et celle des autres?

On voit bien sûr différentes catégories se manifester : les infirmières, les assistantes sociales devaient le faire le 10 octobre. On a vu aussi, ici et là, des travailleurs réagir contre les plans de licenciements en cours. Mais les problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière ne sont pas des problèmes de catégories. Le manque de personnel dans les hôpitaux, les salaires insuffisants, la réduction des effectifs dans bien des grandes entreprises, tout cela fait partie d'un ensemble. Dans toute la mesure du possible, la bourgeoisie et l'Etat à son service veulent diminuer leurs frais de main-d'oeuvre, sous toutes les formes, pour augmenter les profits. Même si c'est en pure perte pour la société puisque ces profits ne servent qu'à alimenter la spéculation et à augmenter le désordre économique international et ne sont même pas réinvestis dans la production de biens utiles.

C'est cela, c'est cette logique du profit immédiat qui entraîne la société - toute

truire dans leurs luttes. C'est un chemin qui peut sembler long, mais face à la solidarité, à la conscience de classe dont font preuve les bourgeois, les possédants de tout poil et les politiciens à leur service, il n'y en a pas d'autre pour les travailleurs. Et surtout pas du côté des charlatans de gauche ou de droite, quand ce n'est pas d'extrême-droite, dont le seul objectif est de tenter de recueillir encore une fois leurs voix... pour les tromper encore une fois.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Augmentation de la taxe d'habitation

VERS UNE POLL-TAX À LA FRANÇAISE ?

En principe, la nouvelle taxe d'habitation ne devait frapper que l'an prochain. C'est en 1992, en effet, que le nouveau mode de calcul de cet impôt local perçu à la fois par les communes, les départements et les régions qui décident chacun leur propre taux, entrera en vigueur. Mais dès cette année, de bien mauvaises surprises attendaient de nombreuses familles au retour des vacances.

Les factures des impôts locaux ont, en effet, augmenté en moyenne de 8 %, ce qui signifie dans certaines localités des hausses pouvant atteindre 20 %. Plusieurs raisons expliquent cette envolée.

La taxe d'habitation actuelle est calculée à partir de la valeur locative du logement occupé inscrite au cadastre en appliquant ensuite trois taux d'imposition (le communal, le départemental et le régional). Un impôt tout sauf transparent. Et l'Etat comme les politiciens locaux en ont profité.

L'Etat d'abord. Cette valeur locative qui dépend théoriquement entre autres de la surface, des éléments de confort et de la situation géographique est réévaluée annuellement. Chaque

année, elle suit plus ou moins l'augmentation moyenne des loyers. Cette fois, il y a eu en plus, au dernier moment, une manipulation du gouvernement qui a sans prévenir changé son mode de calcul (en supprimant la prise en compte de l'inflation). Résultat, à l'arrivée, les valeurs locatives à partir desquelles sont calculées les taxes ont été augmentées cette année de 4,16 % au lieu de 0,96 % en 1990. Un vol de plusieurs milliards de francs.

Ensuite l'Etat a décidé, pour se récompenser sans doute de ces mauvais coups, de percevoir 0,40 % de plus au titre des frais de gestion de cet impôt !

Enfin pour couronner le tout, beaucoup de conseils généraux ont décidé une forte augmentation de leur taux d'imposition. En effet en 1992, ils ne pourront augmenter leur taxe que de 4 % par rapport à celle de

cette année. Ils ont donc salé la note dès 1991...

L'an prochain la taxe d'habitation, rebaptisée taxe départementale sur le revenu, ne sera pas meilleure. La réforme avait été présentée comme équitable par les députés socialistes qui l'ont votée. Mais les sommes versées seront fonction du niveau de revenus et non plus des caractéristiques mal définies des logements. D'après les simulations du ministère de l'Economie, il y aurait une baisse pour les contribuables ayant moins de 100 000 francs de revenus annuels et une augmentation pour les autres. Autrement dit bien des ménages ouvriers avec deux salaires vont se trouver pénalisés. Comme équité on fait mieux!

Mais ces familles ne seront pas les seules à faire les frais de la nouvelle taxe, 870 000 contribuables nouveaux qui jusque-là ne payaient pas la taxe d'habitation, seront imposés : essentiellement des jeunes et des célibataires vivant chez leurs parents.

Légère dans les communes riches bien pourvues en bureaux et peu prodigues en équipements sociaux, lourde au contraire dans les banlieues ouvrières et les départements à fort taux de chômage, la vieille taxe d'habitation était assurément injuste. Mais le nouveau système fera aussi bien des mécontents parmi les travailleurs. A tel point que les députés socialistes s'inquiéteraient, paraît-il, de ce que la taxe départementale sur le revenu entre en vigueur en septembre 1992, peu de temps avant les élections législatives de 1993...

Pierre VERNANT

Les "nouvelles" recettes du ministre du Travail :

LE RETOUR AUX "PETITS BOULOTS" DE MONSIEUR SEGUIN ?

Les chiffres officiels du chômage vont-ils dépasser le seuil symbolique des trois millions ? Le chiffre réel l'a sans doute dépassé depuis longtemps. Mais le chiffre officiel, pour le gouvernement, c'est plus gênant. Aussi la ministre du Travail a-t-elle fait œuvre d'imagination.

Les grandes entreprises du pays réduisent leurs effectifs, pas question de ne pas leur laisser les mains libres dans ce domaine. Reste donc le mythe des PME créatrices d'emplois. Et ce serait donc en pensant surtout à ces petits patrons méritants et nécessaires que Martine Aubry envisage de faire aux employeurs, au nom de l'aide à l'emploi des jeunes, de nouveaux cadeaux. Les entreprises de moins de 500 salariés (mais peut-être également les usines de petite taille de plus grosses sociétés) pourraient ainsi bénéficier pour tout emploi sous contrat à durée indéterminée d'un jeune entre 18 et 25 ans d'un dégrèvement quasi total de toute

charge : tout au plus le patron devrait-il s'acquitter d'une charge forfaitaire d'un montant de 500 F.

La formule est encore en discussion entre le ministre du Travail et celui des Finances, mais le but serait de ramener le coût mensuel, pour le patron, d'un jeune embauché au SMIC de 8 450 F (montant toutes charges patronales incluses) à 5 000 F en tout et pour tout, soit plus de 40 % d'économie. Un cadeau qui pourrait peut-être inciter les patrons à embaucher par le canal de ces « carrefours-jeunes pour l'emploi » que le ministère envisage de créer pour distribuer ce nouveau cadeau, mais qui ne créerait pas pour autant plus d'emplois.

Reste la deuxième idée de la ministre, empruntée à l'un de ses prédécesseurs, Philippe Seguin, qui voyait dans le port des journaux à domicile, le baby-sitting ou quelques heures de ménage à domicile une source inépuisable de « nouveaux » emplois (drôle de nou-

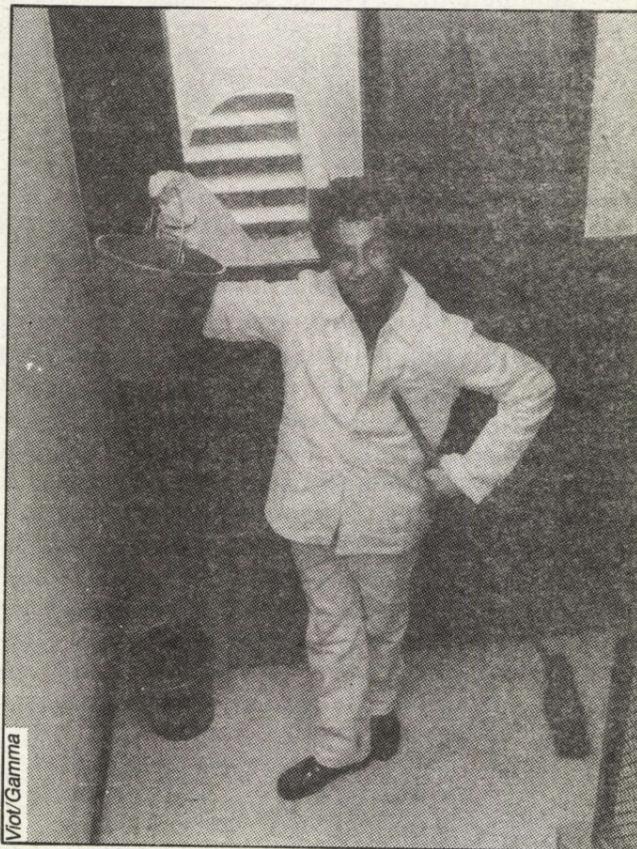
veauté !).

Et la ministre d'envisager d'inciter à la création d'associations de prestations de services auxquelles elle pourrait octroyer quelques crédits pour promou-

voir de tels emplois.

A quand des subventions à l'ingénieur homme d'affaire qui créera une chaîne de cireurs de chaussures ?

O. B.



L'EMPLOI PRÉCAIRE LE SEUL QUI PROGRESSE !

L'année 1990 a été une nouvelle année record pour le travail précaire en France, qui a été en progression de 12 % par rapport à l'année 1989.

Cette progression du travail précaire a été moins rapide que celle des années précédentes, 1987, 1988 et 1989, où elle atteignait entre 20 et 30 %. Belle consolation ! D'autant que si la nouvelle progression est un peu moins spectaculaire que celle des années précédentes, c'est seulement par le fait qu'en 1990 nombre d'employeurs ont réduit de façon importante leurs effectifs et ont alors évidemment réduit de façon plus importante la main-d'œuvre intérimaire que les effectifs d'ouvriers permanents : cela a été en particulier le cas de l'industrie automobile ; le nombre total de contrat d'intérim y a même baissé en 1990 de 6 % par rapport à 1989.

Et de toute façon, un peu moins ou un peu plus rapide, il s'agit bel et bien d'une progression importante de travail précaire. Le nouveau sommet atteint en 1990 pour le nombre de contrats d'intérim conclus dans l'année est de 7,5 millions ; et ces contrats ont représenté en heures de travail l'équivalent de 338 000 emplois à temps complet. Les patrons n'ont pas fini d'en user et d'en abuser, tant c'est pour eux une énorme économie d'embaucher une partie de plus en plus importante de leur personnel par intermittence, juste en fonction du besoin du moment.

O.B.

LUTTE DE CLASSE D'OCTOBRE (n° 41) EST PARUE

AU SOMMAIRE

L'URSS après le putsch

Yougoslavie
Les révolutionnaires et la dislocation de la Fédération

Madagascar
Une dictature et une oppression soumises aux diktats de l'impérialisme

Etats-Unis
Farrakhan et la Nation de l'Islam

Grande-Bretagne
L'extrême-gauche et le parti travailliste — le temps des remises en question ?

Envoi contre 12 F. en timbres.

LES GRANDS TRUSTS CONTINUENT A PROFITER... DE LA BAISSSE DES SALAIRES ET DE L'EMPLOI

SALAIRES EN BAISSSE

Un rapport de l'Institut technique des salaires prévoit une perte de pouvoir d'achat de 1 % pour l'année 1991 pour les salariés du privé : les salaires devraient augmenter en moyenne tout juste de 3 %, ce qui couvrirait tout juste la hausse des prix. Mais compte tenu de la hausse des cotisations sociales et de la CSG on doit s'attendre en fait à une perte de 1 % de pouvoir d'achat par salarié du privé.

Ces chiffres -ou plutôt ces pronostics, l'année 1991 n'étant pas terminée- résultent d'une enquête auprès des chefs de personnel, et qui ne porte pas sur les salaires réels. Cela dit, ils indiquent une tendance que l'ensemble des salariés avait déjà pu constater depuis pas mal de temps dans les faits. Mais ils ne donnent qu'une idée partielle de l'évolution du pouvoir d'achat, car comme c'est toujours le cas lorsqu'il s'agit d'enquête sur les salaires, on ne tient compte ni du chômage, ni de la précarité de l'emploi. C'est-à-dire que dans une famille, par exemple, les salaires peuvent fort bien n'avoir pas diminué, ou même augmenté pour ceux

qui ont du travail, en même temps qu'un des membres de la famille est devenu chômeur alors qu'il ne l'était pas. Pour la famille, il s'agit alors d'une grosse baisse du pouvoir d'achat que n'indique pas la seule statistique sur les salaires.

Les revenus de la classe ouvrière ont donc beaucoup plus baissé que ne l'indiquent les seuls chiffres sur les salaires. De plus selon les prévisionnistes, 1991 serait le début "d'un nouveau cycle de baisse", alors que, sur le papier au moins, le pouvoir d'achat des salariés aurait un peu augmenté entre 1988 et 1990 après avoir diminué constamment pendant une dizaine d'années. Bien sûr, ils peuvent se tromper tout autant lorsqu'ils annoncent les mauvaises nouvelles que lorsqu'ils prévoient les bonnes. Cependant nous voilà prévenus, on nous annonce de nouvelles années de vaches maigres.

A moins que la classe ouvrière ne se décide à corriger les chiffres à sa manière, en entrant en lutte pour un autre partage entre les salaires et les profits.

A.V.

+ 20 %), Total (pétrole, + 40 %), Mérieux (vaccins). Ensuite même les patrons des trusts, soi-disant frappés par la mauvaise situation économique, sont loin de crier misère. Souvent ceux-ci continuent en réalité à faire des bénéfices plantureux. Mais ces bénéfices n'apparaissent pas toujours dans les comptes du fait qu'ils sont absorbés par les charges résultant du rachat récent à crédit de trusts concurrents.

C'est le cas, entre autres, de Saint-Gobain, de Pechiney, de Rhône-Poulenc et d'Usinor-Sacilor. Les grands patrons ont d'ailleurs le sourire... quand il ne s'agit pas de s'adresser à leurs salariés. Car dans ce cas, bien sûr, ils entonnent la chanson si pratique de l'austérité, du blocage des salaires et des réductions d'effectifs.

En revanche les mêmes se métamorphosent pour dépeindre à leurs actionnaires les juteuses

perspectives qui se dessinent dans un avenir proche. Calvet annonce, par exemple, "un résultat en nette amélioration" pour le second semestre. Et il n'est pas le seul.

Ainsi, en moyenne, selon les prévisions du Crédit Lyonnais, le recul global des bénéfices de toutes les sociétés de l'industrie et du commerce cotées en Bourse ne devrait d'ailleurs, à la fin de l'année, être inférieur que de 4 % à celui de 1990 qui avait été une année record pour presque tous les grands trusts.

Quant à l'année prochaine, elle s'annoncerait sous les meilleurs auspices. Selon le scénario établi par les experts de la direction de la prévision du ministère de l'Economie, la remontée des profits devrait s'opérer en 1992. Notamment grâce à la modération des salaires. Un scénario qu'il est urgent de bousculer !

P.V.



Dirigeant de Saint-Gobain s'adressant à des actionnaires, lors d'une assemblée générale. Ces messieurs-dames ne sont pas encore sur la paille !

AUX GRANDS MAUX, LES FAUX REMEDES

Le ministre du Travail, Martine Aubry, a annoncé des mesures pouvant se traduire par des contraventions de 1 000 à 20 000 F contre les chômeurs qui ne respecteraient pas les règles. Sont visés, entre autres, ceux qui ne se rendent pas à une visite médicale de contrôle alors qu'ils ont refusé un travail pour raison de santé, ceux qui oublient de renvoyer le document mensuel actualisant leur situation, ceux qui oublient de déclarer les petits boulots, etc.

Surveiller et tracasser les chômeurs, c'est ça la lutte contre le chômage ?

Ça permettra de rayer quelques milliers de noms des listes de l'ANPE, mais ça ne fera pas disparaître les 3 millions de chômeurs. Et pendant ce temps-là, les patrons licenciés pourront continuer à dormir sur leur magot, ils ne risquent pas d'être traînés en justice par le gouvernement.

Réunions publiques de Lutte Ouvrière

à THIONVILLE

Vendredi 18 octobre à 20 h 30
Salle du Manège

"Après le coup d'Etat manqué,
où va l'URSS ?"

à NANCY

Vendredi 25 octobre à 20 h 30
Palais des Congrès

"Après le coup d'Etat manqué,
où va l'URSS ?"

à ARGENTEUIL

Vendredi 18 octobre à 20 h
Salle Ambroise Croizat
21, rue Defresne Bast
(derrière le centre de soins)

"L'Actualité du communisme",

Après le putsch du général Cedras

MANŒUVRES DIPLOMATIQUES AU SOMMET

ET FÉROCE RÉPRESSION

CONTRE LES QUARTIERS PAUVRES

L'armée haïtienne a répondu, à sa façon, aux protestations internationales qui ont suivi l'éviction du Président de la République élu, Jean-Bertrand Aristide.

Le grand quartier général a convoqué les députés et les sénateurs et, dans un parlement entouré de plusieurs centaines de militaires qui tiraient sporadiquement sur le bâtiment, il les obligea à faire le constat officiel de l'absence du chef de l'Etat (expulsé par les militaires eux-mêmes) et de son Premier ministre Préval (qui se cache depuis le putsch) et à procéder à la désignation d'un président intérimaire "dans l'application stricte de la Constitution" ! Les députés et les sénateurs, ni courageux ni téméraires, se sont exécutés en désignant comme président intérimaire le doyen de la Cour de cassation qui, dans l'ordre constitutionnel, doit remplacer le Président de la République et le Premier ministre en cas de vacance de pouvoir.

Et pour que la population de Port-au-Prince n'ignore pas que le chef d'état-major, le général Cedras, a remis le fauteuil présidentiel au juge Joseph Nerette dans le parfait "respect de la Constitution", des camions militaires ont sillonné la ville, tirant sur tout ce qui bougeait, jusqu'à ce que les gens rentrent chez eux afin de suivre la cérémonie d'investiture à la télévision ou à la radio officielles, qui après plusieurs jours de silence se sont mises en marche pour cette retransmission.

Cette comédie sordide a déclenché des protestations qui se voulaient indignées du côté des gouvernements des Etats-Unis et de la France, ainsi que du côté des gouvernements d'Amérique latine. Mais les dirigeants américains qui, les premiers jours après le putsch, affirmaient être pour le retour du "président légitime" Aristide au Palais National, ont déjà commencé à amorcer un virage. Faisant hypocritement mine de découvrir certaines déclarations démagogiques faites par Aristide lorsqu'il était au pouvoir, justifiant l'usage du "père Lebrun" (caoutchouc enflammé) contre les ex-macoutes ou encore accusant les riches d'être responsables de la pauvreté, la diplomatie américaine commence à dénoncer les "violations des droits de l'homme" par Aristide.

Comme le général Cedras répète qu'il n'a pris le pouvoir que pour sauver Haïti de la menace d'une "dictature" d'Aristide, voilà donc un terrain d'entente qui se dessine. Cedras aura fait preuve de bonne volonté en installant une potiche dans le fauteuil présidentiel au lieu de s'y installer lui-même. Il ne restera plus à l'armée qu'à laisser se dérouler, dans trois mois ou six, des élections sous surveillance internationale - même cela, n'est pas sûr d'être fait - pour que les dirigeants américains, et les autres à leur suite, se remettent à parler de "reprise du processus démocratique".

Voilà un des scénarios possibles du côté des institutions, celui en tout cas qui se dessine dans l'agitation diplomatique. L'autre scénario, celui d'une intervention de l'organisation des Etats Américains, semble plus discuté que préparé.

LES RÉACTIONS DE LA POPULATION

Du côté de la majorité pauvre de la population dont les votes ont suscité, lors des élections présidentielles de l'année dernière, le véritable raz de marée électoral qui a porté à la présidence Aristide, ce prêtre qui passait pour le curé des pauvres, c'est l'écœurement et la colère impuissante.

Mais c'est aussi la peur. Car près de dix jours après le putsch, la répression n'a pas cessé. Il n'y a pas que les tirs désordonnés et assassins d'une armée barbare, mais aussi affolée devant les risques de réactions possibles de la population. Il y a, aussi, la répression plus systématique, clairement de classe, qui vise les quartiers populaires de Port-au-Prince ; Carrefour, Bel-Air ou ces bidonvilles, ces cloaques : cité Soleil, cité Carton, Salin, etc. où s'entassent les plus pauvres de la ville... Tous ces quartiers dont les habitants, sans avoir des espoirs excessifs, en avaient cependant mis bien plus en Aristide que ce que celui-ci ne pouvait et ne voulait satisfaire ; assez pour non seulement porter Aristide à la présidence, mais pour avoir été capables de le sauver contre une première

tentative de coup d'Etat en février dernier, par une large et violente mobilisation populaire qui fit alors reculer l'armée.

Aujourd'hui, l'armée règle ses comptes.

Les militaires putschistes ont fini par laisser sa chance à Aristide lui-même, comme à la plupart des notables du régime. Mais pas aux pauvres qui les ont mis à la tête de l'Etat. La répression a fait, même d'après les chiffres généralement admis, plusieurs centaines de morts et bien plus de blessés. Mais ces chiffres avancés dans les médias sont probablement en-dessous de la réalité. Les militaires ont investi plusieurs quartiers pauvres - notamment cité Soleil - rue par rue, maison par maison, tuant indistinctement, pour terroriser. Accompagnés qu'ils semblent avoir été dans certains quartiers par des mouchards, par des ex-macoutes, ou simplement par des voyous attirés par l'odeur du pouvoir et qui avaient des comptes à régler, on peut imaginer que la répression frappe plus particulièrement ceux qui, au sein de la population pauvre, étaient un peu actifs, militants d'organisation ou pas.

S'il semble y avoir eu quelques réactions, dans la ville de province de Gonaïves et dans certains quartiers de Port-au-Prince, ces réactions ont été sporadiques et insuffisantes. La population pauvre qui est aujourd'hui la principale victime de la répression, ne réagit pas vraiment ; pour toutes sortes de raisons, mais en particulier parce qu'elle n'a pas été préparée à réagir contre un coup d'Etat militaire par ceux à qui elle accordait sa confiance.

UNE SITUATION PRÉPARÉE PAR LA POLITIQUE D'ARISTIDE ELLE-MEME

Au contraire. Pendant les quelques mois de sa présence, Aristide a mis toute son autorité en balance pour expliquer aux masses pauvres que l'armée avait changé, qu'elle était désormais "unie au peuple". Et même aujourd'hui, même dans l'émigration, alors que le massacre se poursuit, Aristide se contente de dénoncer la "trahison" ou le "coup de folie" du général Cedras, et fait appel contre ce qu'il présente comme des "brebis galeuses" à... une réaction saine de l'armée et plus précisément, aux officiers "légalistes" !

Aristide, et tout aussi bien, les dirigeants "nationalistes progressistes" qui ont profité de la vague électorale en sa faveur pour occuper postes et positions, ont mené la pire politique qui soit pour les classes pauvres. Ils ont été incapables de satisfaire les revendications des masses pauvres dans ce pays où une petite couche de privilégiés affiche une richesse scandaleuse, acquise plus par le pillage des caisses de l'Etat, par les trafics ou en détournant les pauvres, que par l'exploitation directe, alors qu'une partie de la population crève de faim. Ils se sont

Le nouveau bourreau-dictateur, le général Cedras.



contentés d'abreuver les pauvres de phrases démagogiques et de lancer, de temps à autres, une menace purement verbale contre les riches. Avec pour résultat que toutes les couches privilégiées, toute la bourgeoisie grande et petite, qui déjà ne portaient pas dans leur cœur Aristide, et surtout pas "la populace" qu'il prétendait représenter, soient persuadées de la menace que les quartiers pauvres faisaient peser sur leur fortune, leurs terres, leurs villas ou leurs piscines. Pourtant Aristide et les siens n'ont pas eu, le moins du monde, même seulement l'intention de donner aux masses pauvres les moyens de s'en prendre, en effet, au luxe des riches pour améliorer, un peu, le sort des pauvres.

Aristide ou les siens ont su, lorsque leur gouvernement était menacé par un vote défavorable au parlement, mobiliser leurs militants pour défendre le gouvernement contre le parlement ; et nombre de leaders aristidiens ont alors parlé de "démocratie de la rue", en opposition avec le parlement des notables. Mais ils n'ont pas su, ils n'ont surtout pas voulu mobiliser leurs militants pour qu'ils préparent, organisent et arment la population pauvre contre un éventuel coup d'Etat militaire. Ils ont démagogiquement flâté l'usage du caoutchouc enflammé, comme si cela pouvait défendre les masses contre les mitrailleuses de l'armée. Cette démagogie "radicale" cachait leur refus de donner aux quartiers pauvres la volonté et les moyens de s'armer contre cette armée haïtienne, féroce dans la répression, mais en même temps, ni courageuse, ni nombreuse (7000 militaires en tout) ; et qui, de surcroît, était vulnérable politiquement, car si la caste des officiers était de tout temps hostile à Aristide, nombre de soldats, d'origine paysanne pauvre, avaient de la sympathie pour lui. Mais pour Aristide, l'armée, c'étaient ces colonels, ces généraux, que généralement il avait lui-même nommé aux postes supérieurs en écartant la vieille génération d'officiers supérieurs nommée en son temps par Duvalier. Il n'était pas question de dresser les soldats contre les officiers.

Personne ne peut prévoir si les masses populaires, écœurées par la facilité avec laquelle cette petite armée a pu déposer un président élu par plusieurs millions d'entre eux, décimées par la répression, laisseront les sommets décider de "l'avenir de la démocratie en Haïti" - voire, si elles en arriveront à souhaiter qu'une intervention étrangère les débarrasse des chiens enragés en uniforme - ou si, au contraire, elles réagiront. Ce qui est certain c'est que, pour se battre et surtout, pour avoir des perspectives, elles ont besoin d'autres chefs que les chefs aristidiens qui, au pouvoir, n'ont satisfait aucune de leurs aspirations sociales et qui les ont laissées désarmées devant le coup d'Etat militaire.

Congrès travailliste

PRETS POUR LA BONNE SOUPE !

Le congrès annuel du Parti Travailliste s'est achevé à Brighton le 6 octobre par cette déclaration triomphante de son leader Neil Kinnock : "L'année prochaine, quand nous nous reverrons, nous serons enfin au pouvoir".

Peut-être bien. En tout cas, c'est ce que peuvent laisser penser les sondages qui continuent à placer les travaillistes au premier rang des intentions de vote. Cela pourrait être aussi la conséquence logique de la situation économique qui continue à se détériorer de plus belle. Au point que le Premier ministre conservateur, Major, après quelques semaines d'hésitation, a finalement annoncé que les élections n'auraient pas lieu en novembre comme on s'y attendait en général, mais en

avril 1992, ou peut-être en juin.

Quoiqu'il en soit, cette année, le congrès travailliste aura fait bâiller encore plus que les années précédentes. Une tradition ancienne voulait qu'à défaut d'influer en quoi que ce soit sur la politique réelle des dirigeants travaillistes, le congrès soit le lieu où s'expriment au moins certains désaccords et se règlent quelques comptes. C'était de moins en moins le cas depuis la reprise en main du parti par Kinnock. Cette an-

née, il n'y a pas eu la moindre fausse note.

Ou plutôt si, il y en a eu une, mais l'avant-veille de l'ouverture du congrès. Lorsque la direction travailliste a convoqué deux députés qu'elle accuse de sympathies pour la tendance trotskyste regroupée, au sein du Parti Travailliste, autour du journal *Militant*. Ces deux députés, David Nellist, élu d'une circonscription ouvrière de Coventry, et Terry Fields, l'un des élus de Liverpool, ont alors été suspendus du parti sans autre forme de procès et, du coup, se sont vu interdire l'entrée du congrès. Au congrès même une motion s'opposant à leur suspension a été défaite par près de 90% des mandats dès le premier jour. Et cela a donné le ton pour le reste de la semaine... un ronronnement bien obéis-

sant et conformiste, dont le maître-mot est qu'une fois au pouvoir, il ne s'agira pas de changer de cap par rapport à la politique des conservateurs, mais simplement de langage, et encore...

Sans doute Kinnock a-t-il atteint son objectif vis-à-vis de la fraction de l'électorat des classes moyennes qu'il a besoin de gagner pour s'assurer la victoire aux élections, celui de se montrer rassurant. Mais espé-

rons qu'il aura aussi convaincu du même coup quelques travailleurs de plus qu'ils n'ont vraiment rien à attendre d'un gouvernement travailliste !

F. R.



Kinnock au milieu des leaders travaillistes lors d'un précédent congrès.

LES MŒURS NE SONT PLUS CE QU'ELLES ÉTAIENT...

Le 3 octobre, à Londres, coup de tonnerre dans un ciel sans nuages (eh oui, il arrive même qu'il ne pleuve pas) : l'Incorruptible, l'Austère, Sir Allan Green, numéro deux de la Justice britannique, démissionnait de son poste. Motif : la veille il avait été l'objet d'un contrôle d'identité alors qu'il abordait des prostituées dans le quartier de la gare londonienne de King's Cross. Ecrasé par la honte, Green aurait présenté sa démission au ministre de la Justice qui l'aurait acceptée.

A première vue, malgré la réputation bien établie de l'homme (après tout les apparences peuvent être trompeuses), il n'y aurait pas de quoi provoquer une tempête, fût-ce dans une tasse de thé. Les affaires de ballets roses, bleus ou autres, ne manquent pas dans la vie politique britannique et ont valu leur carrière à plus d'un haut fonctionnaire et à plus d'un ministre de Sa Majesté, même si on peut dire que, depuis une dizaine d'années, elles ont été bien mieux cachées au public que par le passé.

Néanmoins, celle-ci sort quelque peu de l'ordinaire et a déjà provoqué bien des interrogations.

Par exemple sur le fait qu'en général, quand ces messieurs de l'Establishment se font pincer en

galante compagnie, c'est quand même avec du beau linge. Pourquoi diable un baronnet de la Couronne, connu de surcroît pour avoir une fortune plus que confortable, irait-il traîner dans le quartier "chaud" le plus sordide de la capitale, où la prostitution n'est qu'un sous-produit, pour ainsi dire occasionnel, de la drogue ? Alors que dans le domaine de la prostitution, Londres ne manque pas de lieux discrets et de bon ton. De là à supposer comme l'ont fait certains journalistes libéraux qu'il pourrait s'agir d'un coup monté...

Car certains auraient de bonnes raisons de chercher à se débarrasser de Green, ou tout au moins de chercher à en tirer une revanche. En tant que directeur du ministère public, Green supervisait l'ensemble des fonctionnaires qui remplissent en gros les tâches des procureurs de la République et des juges d'instruction en France.

Or c'est en partie du fait de son intervention qu'un certain nombre de scandales judiciaires ont éclaté depuis deux ans. En particulier le cas des Quatre de Guilford et des Six de Birmingham, ces Irlandais qui ont passé plus de quinze années en prison sur la foi d'une combinaison de confessions et de soi-disant

preuves trafiquées par la police et ses auxiliaires. Sans parler du cas plus récent d'un jeune Antillais du nord de Londres condamné à la prison à vie en 1985 pour le meurtre d'un policier sur la foi d'une confession dont on sait aujourd'hui qu'elle a été entièrement rédigée par un policier avec la bénédiction explicite de ses supérieurs. Et ce ne sont que quelques exemples.

Qui plus est, c'est à Green que l'on doit l'ouverture d'une instruction contre un certain nombre de policiers des Midlands qui ont trempé dans ces scandales et quelques autres, au point que la Brigade criminelle de la région avait été dissoute. Sans l'intervention de Green, l'affaire était en passe d'en rester là, réglée par le jeu de mutations, mesures disciplinaires et mises à la retraite.

Bref, Green n'a certainement pas dû se gagner beaucoup d'amis dans la police. Cette affaire est-elle un coup monté ou bien la police a-t-elle su sauter sur l'occasion ? On ne le saura sans doute jamais. Reste à voir ce qu'il adviendra maintenant de ces scandales judiciaires et de ceux qui ont trempé dedans.

François ROULEAU

Communiqué :

Le numéro 6 de la revue iranienne *Les Cahiers Ouvriers Socialistes* vient de paraître. Avec des articles sur "La situation politique en Iran et les tâches des socialistes révolutionnaires", "L'URSS : la chute du stalinisme", etc.

Cette revue est publiée par des révolutionnaires socialistes iraniens pour répondre aux problèmes politiques et sociaux que se pose l'avant-garde de la classe ouvrière en Iran. Elle paraît tous les deux mois.

Pour nous contacter, écrire à :

T. Front,
B.P. 26,
93501 Pantin Cedex.



Guadeloupe

Dimanche 29 septembre, à l'initiative des dirigeants de la section de Pointe-à-Pitre du PC Guadeloupéen, une fraction de ce parti a scissionné pour créer le PPDG, "Parti des Progressistes et des Démocrates Guadeloupéens".

L'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* (n° du 28 septembre 1991) commentait ainsi cette opération politique, menée notamment par des élus du PC, désireux de se débarrasser de l'étiquette "communiste" :

"C'est une bonne fraction de l'influence acquise par le PCG à travers ses élus qui risque d'échapper à ceux qui prônent le maintien du PCG en tant que "Parti Communiste" et une orientation politique indépendantiste.

Mais en fait, les "rénovateurs", en créant un parti, ne feraient qu'officialiser un état de fait existant depuis longtemps. Car en réalité, ces députés, sénateurs, maires n'ont jamais été vraiment communistes. Leur politique a toujours été bien plus "sociale démocrate". Leur influence, ils l'ont acquise, certes, dans les années d'après-guerre à une époque de montée des luttes ouvrières, notamment dans l'industrie sucrière. Les militants communistes d'alors se sont mis à la tête des luttes et ont été portés par la vague. Mais ce n'était pas pour abattre le capitalisme, pour remettre en cause l'exploitation. Seulement pour acquérir une base sociale et une influence destinées à leur donner des postes. C'est ce qui fut fait. Forts de leur présence dans les luttes et dans la vie

quotidienne des travailleurs, les "communistes" ont peu à peu gagné des postes électifs. Et ils s'en sont servis jusqu'à aujourd'hui pour mener une politique électoraliste "municipaliste", une politique de gestionnaire des institutions coloniales et bourgeoises. Au point que, une fois acquise l'influence électorale, ils abandonnèrent le terrain des luttes. La plupart des grandes grèves, des grandes luttes, de ces vingt dernières années se sont déroulées sans eux. Certes, il leur fallait néanmoins conserver une présence dans la classe ouvrière. Mais seulement une "présence". Ils n'avaient plus besoin pour leur politique d'impulser les luttes, de les réactiver, encore moins de former une génération de militants ouvriers révolutionnaires qui pourrait remettre en cause le système bourgeois et colonial, ce qu'ils n'ont jamais fait.

Cette "présence" dans la classe ouvrière, le PCG l'a maintenue par le biais de ses liens avec la population travailleuse dans les municipalités, mais aussi par la CGT qu'il a créée. Aujourd'hui encore

certain militants "communistes" animent ce syndicat avec des militants d'autres tendances politiques. Mais là aussi, à chaque fois que des militants communistes sincères militant à la CGT se sont trouvés à la tête de certaines luttes ils n'ont pas trouvé le soutien des dirigeants les plus influents du parti, comme Henri Bangou par exemple.

La politique du PCG dans son ensemble a donc été particulièrement marquée par ceux qui aujourd'hui veulent scissionner au nom de la "rénovation".

Aujourd'hui, certains font franchement le saut. La "rénovation" ce sera la conduite d'une politique ouvertement social-démocrate, le rapprochement sans entrave avec le Parti Socialiste ou d'autres notables et petits bourgeois carriéristes plus à l'aise de se trouver dans un parti ne se référant plus au communisme.

Mais ceux qui s'y opposent au sein du PCG ne le font pas au nom des intérêts de la classe ouvrière et d'une politique authentiquement communiste et révolutionnaire. Seulement, privés de postes de

commande, de pouvoir de décision, ils n'ont que "l'appareil du parti" comme faire-valoir et ne tiennent pas à le perdre.

Quant aux "rénovateurs" ils n'en ont plus besoin. Ils peuvent s'appuyer largement sur leur influence électorale. Aujourd'hui celle-ci dépasse l'influence du propre parti et de son appareil. Ils ont pu se constituer de petits fiefs personnalisés, comme Bangou à Pointe-à-Pitre.

Mais il existe sûrement au sein du PCG un certain nombre de militants "communistes" sincères. Des militants pour qui le communisme c'est avant tout la lutte contre les patrons, contre l'exploitation dans les entreprises. Pour qui le communisme reste avant tout la seule voie pouvant débarrasser l'humanité des guerres et de la misère. Ceux-là pourront renouer avec la classe ouvrière, avec ses luttes.

Car c'est bien dans les futures luttes, dans les montées ouvrières à venir que les travailleurs pourront se donner de nouvelles directions et de nouveaux partis révolutionnaires."

Portugal

Aux élections législatives

Les élections législatives portugaises ont donc confirmé l'autorité du Premier ministre sortant et de son parti, le PSD, qui malgré son nom ne s'apparente pas à la famille social-démocrate classique mais représente un parti de droite.

Beaucoup de gens s'attendaient à un recul du PSD et comme Cavaco Silva, le Premier ministre sortant, avait annoncé qu'il voulait la majorité absolue, faute de quoi il partirait, la bataille s'était donc concentrée

paradoxalement sur cette majorité absolue. Les socialistes (le PS) s'étaient donnés comme objectif de reconquérir des voix, bien sûr, mais eux-mêmes ne visaient pas les 50%, leur but était d'empêcher Cavaco Silva d'avoir la majorité absolue, et donc, en le prenant au mot, de le faire partir.

Or si le PS progresse de 406 000 voix, le PSD progresse aussi de 42 000 voix, et "gonfle" même d'un petit 0,2% la majorité absolue qu'il avait depuis 1987, passant de 50,2 à 50,4% des voix.

Le PCP, un des rares PC européens à se maintenir régulièrement au-dessus des 10%, connaît à son tour un recul, il se retrouve à 8,8% et perd 183 000 voix.

Quant au parti de droite, le CDS, il stagne autour de 4,4%, son

président démissionne, et enfin le parti de Eanes disparaît du Parlement.

Il semble que l'augmentation des abstentions ait affecté surtout le PCP. La presse ne manque pas d'attribuer ce résultat aux changements intervenus à l'Est et aux déclarations de soutien politique qu'Alvaro Cunhal aurait accordé aux putschistes d'août en URSS...

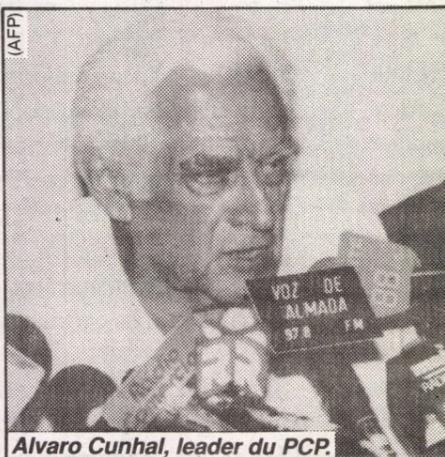
Il n'en reste pas moins que 17 ans après la "révolution des œillets" et les espoirs qu'elle avait soulevés dans la population travailleuse, la politique de la gauche portugaise a bien préparé le retour triomphal de la droite, dans le respect des règles électorales "démocratiques", et cela pour longtemps semble-t-il.

Tant que les perspectives de la classe ouvrière se limiteront aux horizons électoraux, elle ne pourra aller que de déceptions en déboires.

Colette BERNARD



Le vainqueur, Cavaco Silva.



Alvaro Cunhal, leader du PCP.

LA DROITE CONFIRMÉE

L'EXTRÊME-DROITE EN CAMPAGNE

A Hoyerswerda près de Cottbus dans l'ancienne Allemagne de l'Est, non loin de la frontière polonaise, l'attaque d'un foyer de travailleurs vietnamiens et mozambicains par quelques centaines de jeunes au crâne rasé arborant des insignes nazis, sous les applaudissements d'une partie de la population, avait particulièrement frappé l'opinion le dimanche 22 septembre. Le week-end suivant cet acte de violence raciste, plusieurs milliers de manifestants, venus de Berlin principalement mais aussi de Hambourg ou de Francfort à l'appel de diverses organisations de gauche et d'extrême-gauche, manifestaient dans la même petite ville de Saxe, «Contre le racisme et la terreur», disait leur banderole. La police, qui n'était pas intervenue contre les skinheads nazis, intervenait cette fois contre les antiracistes (d'où des bagarres et des voitures abîmées), bien que les organisateurs aient dit haut et clair qu'ils n'étaient pas venus «pour attaquer la ville, mais pour montrer à ceux de ses habitants qui ne sont pas d'accord avec les violences racistes qu'ils ne sont pas tout seuls et qu'ils peuvent et doivent garder courage»...

L'attaque raciste d'Hoyerswerda a frappé l'opinion par sa violence, mais elle n'a malheureusement pas été la première ni la dernière. L'actualité en Allemagne - dans tout le pays et pas seulement dans l'ancienne RDA - continue d'être marquée par des dizaines d'attaques, à coups de pierres, pavés ou engins incendiaires, contre des foyers de travailleurs immigrés, ou par des incidents racistes isolés, qui ont fait des blessés graves.

Le chômage, principale cause du racisme, à l'Est.

Hoyerswerda, selon le quotidien allemand *Tageszeitung*, comptait en 1956 7 000 habitants. Aujourd'hui, il y en a 68 000. Cette petite ville du nord de la Saxe est faite d'habitations en béton, de cités sans aucune infrastructure. La plupart des habitants travaillaient dans les mines de lignite et quelques autres usines. Pas toujours volontairement : des criminels de droit commun comme des «ennemis du régime» de Honecker furent parqués là. A la fin des années 1970, les dirigeants de RDA allèrent chercher de la



Jeunes néo-nazis s'entraînant il y a quelques années.

main-d'œuvre supplémentaire à l'étranger : au Vietnam, au Mozambique, en Angola. Les nouveaux arrivés habitèrent aussi dans les bâtiments de ces cités. Mais plutôt parqués. Ils ne restaient qu'une année ou deux, après quoi le régime les renvoyait chez eux pour en faire venir d'autres, afin que personne ne s'installe vraiment. Les témoignages concordent pour dire que les immigrés d'Allemagne de l'Est, en nombre relativement faible par rapport au total de la population (quelque 120 000 sur 16 millions) vivaient très coupés de la population, même de leurs camarades de travail allemands.

Comme partout dans l'ancienne Allemagne de l'Est, la situation a radicalement changé depuis la réunification. Le taux de chômage a grimpé. Une des grosses usines

d'Hoyerswerda, la Schwarze Pumpe AG, vient de licencier 5 000 travailleurs. Avec le nouvel afflux d'immigrants des pays de l'Est dont les frontières se sont ouvertes, les logements et le travail sont devenus des denrées rares. Et aujourd'hui, le racisme latent d'une partie de la population se manifeste. Contre les Vietnamiens, les Angolais et les Mozambicains. Contre les Polonais aussi.

Les actes racistes n'épargnent pas l'Ouest.

Des bandes de jeunes militants d'extrême-droite ont attaqué aussi ces

pouvant justifier d'être de «souche allemande» (on les appelle «Aussiedler») et bénéficiant de ce fait quasi immédiatement de la nationalité allemande... Ainsi le veut la Constitution de l'ancienne RFA, devenue celle de l'Allemagne réunifiée. Environ 350 000 personnes sont passées aussi de l'ex-RDA vers l'ex-RFA, en 1989 comme en 1990. (Ceux-là sont appelés «Uebersiedler»). Et il faut compter aussi les «réfugiés» ou demandeurs d'asile, par ordre d'importance pour 1990 par exemple : de Roumanie (35 000), de Yougoslavie (22 000), de Turquie (22 000), du Liban (16 000), du Vietnam (9 000), de Pologne (9 000, après qu'il en soit venu 26 000 en 1989), et d'autres milliers de Bulgarie, Afghanistan, Iran, Sri Lanka...

Démagogie politicienne xénophobe à propos du droit d'asile.

C'est à propos des demandeurs d'asile qu'a démarré il y a plusieurs mois une campagne politique qui alimente le racisme. L'Allemagne de l'Ouest se flattait d'être le pays d'accueil le plus généreux d'Europe, si ce n'est du monde. En 1990, près de 200 000 personnes y sont arrivées et y ont demandé l'asile (contre 56 000 pour la même année en France).

Devant l'augmentation du flux d'immigration (pas liée, loin de là, aux seuls «réfugiés politiques»), les politiciens des grands partis (ceux de la CDU au pouvoir, comme les «opposants» sociaux-démocrates) ont dit vouloir reconsidérer la question du droit d'asile. Ceux qui le demandent ne seraient-ils pas en quelque sorte des resquilleurs, arguant de persécutions politiques, racistes ou religieuses dans leur pays, alors qu'ils seraient surtout attirés par un des pays du monde où l'on vit le mieux ?

On assiste surtout à une surenchère d'hypocrisie entre la CDU de Kohl et la prétendue «opposition» social-démocrate (comme sur le même thème de l'immigration, ici en France, entre les gouvernants socialistes et les Chirac ou Giscard). Les premiers sont partisans d'une réforme de la Constitution qui restreindrait le «droit d'asile» ; les seconds disent vouloir garder

RACISTE

la Constitution, libérale à sa façon, mais être partisans d'une procédure accélérée d'étude des demandes d'asile, de telle sorte qu'au terme de six semaines (et non plus un ou deux ans), ceux à qui le droit d'asile serait refusé soient renvoyés aussitôt à la frontière. Mais de part et d'autre, en fait, on insiste sur le fait que «trop» d'immigrés seraient gênants...



Slogans racistes nazis...



... et foyer attaqué, vitre brisée à Hoyerswerda.

Les succès électoraux de l'extrême-droite.

La vague d'attentats anti-immigrés a fait considérer comme un test politique les élections à la ville-Etat de Brême, le 29 septembre.

L'extrême-droite a en effet progressé. La Deutsche VolksUnion («Union Populaire Allemande») (DVU) - une petite organisation d'extrême-droite, dirigée par un magnat munichois de la presse qui se réclame presque ouvertement du nazisme - a fait 6,5 % des voix (et a eu 6 sièges) contre quelque 3,5 % des voix (et un seul siège) en 1987. A ces scores, il faut ajouter les 1 % et quelques des «Républicains», une autre formation d'extrême-droite, dont le dirigeant a le profil de Le Pen. Soit au total 7,7 % pour l'extrême-droite. Celle-ci réalise ses meilleurs scores (de 10 à 15 % des voix) dans des quartiers très

ouvriers du port de Brême. Parallèlement, le SPD, qui pendant vingt ans a gouverné avec une majorité absolue, perd plus de 13 points tandis que la droite «classique» se maintient. L'extrême-droite avait mené campagne quasi exclusivement contre l'immigration.

Les résultats électoraux sont un signe de la montée des sentiments racistes et xénophobes. Ils sont inquiétants, comme le sont surtout ces quelques centaines, voire milliers de jeunes au crâne rasé, qui s'en prennent aujourd'hui dans la rue et par des coups de force aux travailleurs immigrés, en arborant uniformes et croix gammées. Ils ne sont «que» deux à trois mille pour toute l'Allemagne - deux à trois mille de trop - mais dans ce pays où la bourgeoisie n'a pas craint, il y a soixante ans, de confier la défense de ses intérêts à Hitler, avec les conséquences que l'on sait, cela fait évidemment une sale impression. Et des manifestations antiracistes, et antinazies ont eu lieu ces jours derniers dans diverses villes.

Contre la gangrène raciste, la classe ouvrière d'Allemagne a pourtant tous les atouts...

En fait, bien sûr, dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest, la situation économique n'est pas rendue pire du fait de l'immigration. Malgré celle-ci au contraire (les nouveaux arrivés sont des jeunes ouvriers et ouvrières dans l'ensemble, qui cherchent et trouvent du travail), le chômage a légèrement diminué (500 000 emplois ont été créés en 1990) même dans l'industrie. Une multitude d'entreprises ont vu leurs effectifs augmenter.

L'afflux significatif d'immigrés ces toutes dernières années (ou plus exactement l'incurie de la bourgeoisie face à un afflux de population qui l'arrange pourtant) a engendré pénurie et spéculation sur les logements. La réunification a été prétexte à l'augmentation d'impôts. Et l'arrivée

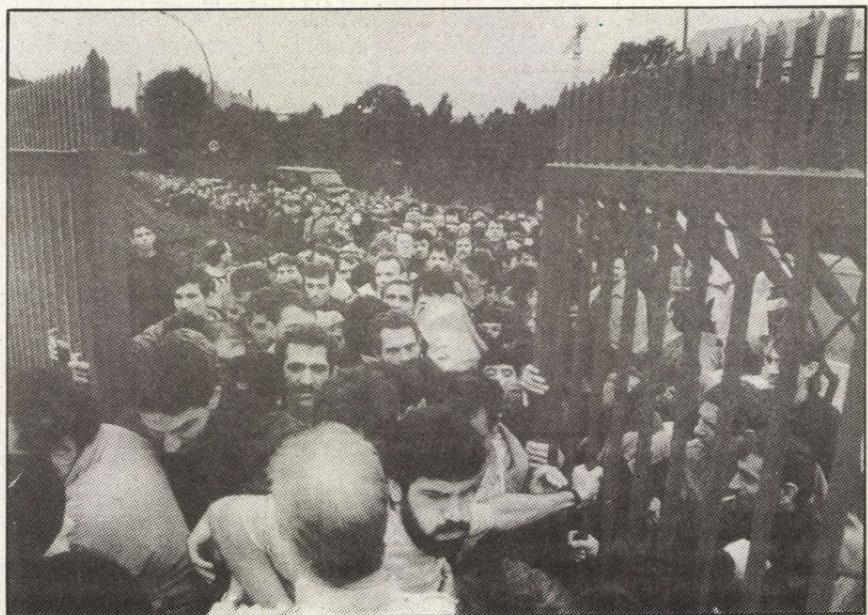
d'une main-d'œuvre prête à travailler durement, prête parfois à se contenter de salaires relativement plus bas ou d'horaires plus élevés que ceux habituellement pratiqués, quand ce n'est pas de travailler «au noir», pèse évidemment sur les conditions de travail générales.

C'est sur fond de ces difficultés accrues pour toute la classe ouvrière que la campagne pour ou contre le droit d'asile, pour ou contre l'arrivée et l'installation d'immigrés a exprimé démagogiquement, mais aussi renforcé et encouragé le racisme latent au sein de la petite bourgeoisie étriquée, traditionnellement électrice de la CDU-

Elle est nombreuse. Avec l'afflux de l'extérieur, elle s'est rajeunie aussi. De l'avis de syndicalistes, les nouveaux venus de Pologne ou autres pays de l'Est ne sont pas si aisément taillables et corvéables par les patrons et ils savent à l'occasion, solidairement avec les autres, défendre leurs intérêts de classe et lutter. Et c'est cette classe ouvrière, bien plus que la frange «éclairée» de la bourgeoisie et petite bourgeoisie qui pourrait faire vraiment barrage au racisme, par sa combativité pour ses intérêts de classe, par une affirmation politique autonome dans les bouleversements actuels que connaît le pays.



Manifestation de protestation contre les attentats racistes à Hoyerswerda. "Contre le racisme et la terreur", dit la banderole.



A Berlin, dans le quartier de Tiergarten, longue file d'attente des demandeurs d'asile.

CSU, mais aussi, comme ici en France, auprès d'une partie de la classe ouvrière, aveuglée, qui jusque-là se situait pourtant «à gauche».

Pourtant, le fait que la grande bourgeoisie allemande puisse se flatter d'une économie plutôt bonne pour elle, le fait qu'elle puisse même se féliciter d'une situation aussi propice à ses profits que dans les années 1950, où elle avait à sa disposition un immense réservoir de main-d'œuvre, cette situation pourrait tourner à l'avantage de la classe ouvrière.

Si la classe ouvrière apparaissait, combative et solidaire, contre le chômage pour les uns, les atteintes au niveau de vie pour tous - comme les dizaines de milliers de mineurs de charbon de la Ruhr qui ont manifesté le week-end dernier dans les rues de Dusseldorf ont montré que c'était possible - alors quelques centaines d'apprentis nazis seraient vite mouchés.

Michelle VERDIER

Une assemblée générale des assistantes sociales à la Bourse du travail à Paris...



...le "sit-in" des infirmières, devant le ministère de la Santé...

...deux professions qui se préparent à la journée du 10 octobre.

(OT) (AFP)

LE MOUVEMENT DES ASSISTANTES SOCIALES

Le mouvement de grève des assistantes sociales continue, et est toujours bien vivant !

Depuis le 16 septembre, une majorité d'AS en Ile-de-France, essentiellement employées par les départements, les mairies et l'Education nationale sont en grève reconductible.

Le mardi 1^{er} octobre, la manifestation a été incontestablement une réussite puisque, sur plusieurs milliers de manifestants de Paris et Province, environ une AS parisienne sur 3 est venue manifester. Mais cette journée du 1^{er} a aussi montré que, dans de nombreux départements, les AS n'étaient que peu informées de ce qui se passait en Ile-de-France.

L'objectif de la semaine a donc été de mobiliser la province. Tâche pas facile, car les services sont très dispersés, les plus importants comportent au maximum une vingtaine d'AS. Aussi plusieurs dizaines de grévistes se sont attelées au téléphone, et la presque totalité des services ont finalement été

joints.

Vendredi 4 octobre, à l'assemblée générale d'Ile-de-France, regroupant quelque 600 personnes, il s'est avéré que les AS de province commencent à se mobiliser sérieusement : dans de nombreux départements, des AG étaient prévues, et des services étaient même déjà en grève reconductible (dans au moins 10 départements de province le lundi 7). L'AG d'Ile-de-France, très animée, a donc voté avec enthousiasme la continuation de la grève jusqu'à la prochaine journée nationale de grève le 10 octobre avec manifestation à Paris. L'objectif était qu'il y ait encore plus de monde que mardi 1^{er}. Car jusque-là, le gouvernement refuse toujours de négocier. Et les AS ont conscience que pour le faire craquer, il faut qu'il y ait beaucoup plus de gens qui s'y mettent.

Le problème du rapport avec le mouvement des infirmières a été bien sûr posé, ne serait-ce que parce que la manifestation

était prévue le même jour que celles des infirmières. Mais, à l'AG du 9 octobre, il était question d'une délégation d'assistantes sociales qui irait avec les infirmières car les AS craignaient, en cas de manifestation commune le 10 octobre, d'être "oubliées". Le mouvement des AS se fait en effet, tout comme celui des infirmières, autour de leurs revendications particulières. L'objectif n° 1 des AS reste d'obtenir la "reconnaissance de la qualification", par le biais de "l'homologation" du diplôme à "bac + 3 années". S'il est évident pour toutes que cela entraînerait des conséquences sur les salaires, le chiffrage de l'augmentation n'est pas la préoccupation principale.

Cela dit, si les AS ne veulent pas "disparaître" au milieu d'autres catégories en lutte, il est tout de même en question dans les Assemblées générales de la convergence à prévoir vers ces autres catégories, éducateurs, infirmières, et autre personnel social et de santé.

Hôpital Georges-Clemenceau (Essonne)

HÔPITAL = DANGER PAR MANQUE DE PERSONNEL

L'hôpital Georges Clemenceau de Champcueil, dans l'Essonne, est un bel exemple de ce manque de personnel de plus en plus criant dans les hôpitaux, et qui est une des causes des manifestations actuelles des infirmières.

Cet hôpital est un ancien sanatorium reconverti en hôpital de moyens et longs séjours pour personnes âgées. Il abrite un peu plus de six cents malades et il n'y a théoriquement que 70 infirmières et environ 150 aides-soignantes et agents, répartis sur les trois équipes, jour, garde et veille, pour s'occuper d'eux.

Au moment où le ministre de la Santé Durieux et le directeur de l'Assistance publique Stasse assuraient à la télé, dans l'émission de Christine Okrent, qu'il n'y avait pas de problème de

personnel mais un problème d'organisation dans les services, le personnel de l'hôpital dénonçait le manque d'infirmières. En effet dans la nuit du 18 au 19 septembre, il n'y en avait que deux pour veiller les 616 malades présents !

La CGT a distribué un tract dénonçant cet état de fait (et en a fait part à la presse), puis a convoqué à une assemblée générale le 26 septembre, avec un débrayage de 55 minutes. A cette AG où nous étions très nombreux, il a été décidé d'envoyer une lettre à Stas-

se, pour lui demander de venir sur place se rendre compte de l'état des lieux, du problème de matériel et de nos conditions de travail. Il est à noter qu'au moins trois des cinq chefs de service en accord avec leur personnel médical nous ont apporté leur soutien en dénonçant aussi le danger que le manque de personnel fait courir aux patients.

Nous attendons la réponse du directeur de l'AP, bien conscients que si nous voulons que les choses bougent, il faudra le contraindre à nous entendre.

ÉVERITUBE (Dammarie-les-Lys)

L'AMIANTE A L'USINE RESPONSABLE DE LA MORT DE 26 OUVRIERS

Au moins 26 ouvriers ou retraités de l'usine Everitube de Dammarie-les-Lys, près de Melun, sont morts ces dernières années d'insuffisance respiratoire ou de cancer du poumon par suite de manipulation d'amiante dans l'usine ; et 80 ouvriers sont atteints des mêmes maladies. Sans compter peut-être les anciens ouvriers décédés précédemment de façon prématurée sans que l'on en ait su réellement les causes.

Car c'est depuis 1987 seulement qu'un médecin de Dammarie-les-Lys, étonné de recevoir un grand nombre de patients tous atteints de maladies pulmonaires et travaillant ou ayant tous travaillé à l'usine Everitube, a soulevé le problème et débuté une campagne de dénonciation. Il lui a fallu plus de trois ans, et la plainte déposée par la femme d'un ouvrier mort à 50 ans en janvier 1989, pour qu'enfin le scandale commence à éclater au grand jour.

Cette usine est une filiale du groupe Saint-Gobain. Après des restructurations et des licenciements économiques, elle ne compte plus aujourd'hui que 160 personnes ; mais pendant des années, jusqu'en 1989, elle comptait 900 ouvriers plus ou moins exposés selon leurs postes à respirer les poussières d'amiante.

C'est pourtant depuis 1977 que toute une législation a été mise en place concernant la sécurité dans les usines

travaillant l'amiante. Mais l'usine Everitube et le trust Saint-Gobain n'en avaient que faire. Les rapports d'expertise montrent que quatre ans après, en 1981, les ateliers de l'usine étaient toujours nettoyés simplement d'un coup de balai, ce qui soulève la poussière d'amiante au lieu de l'éliminer. Jusqu'en 1989 les déchets étaient tout simplement laissés à l'air libre dans l'usine ou non loin d'elle au bord de la Seine. Ce n'est que depuis 1988 que l'usine se charge de faire nettoyer les habits de travail ; jusque-là les ouvriers les ramenaient chez eux pour les laver, faisant respirer y compris à leurs familles les poussières nocives...

Il semblerait qu'aujourd'hui l'usine respecte enfin les normes de sécurité. Les familles des ouvriers décédés et les ouvriers malades se battent surtout pour qu'il soit enfin reconnu qu'il s'agit de maladies du travail, ce qui leur permettrait de toucher les indemnités correspondantes de la Sécurité sociale. Ce serait la moindre des choses.

Mais le trust Saint-Gobain, qui a mis 20 ans à mettre plus ou moins son usine en conformité avec le règlement, s'en tire à bon compte, lui qui, pour faire des profits, a causé la mort de 26 ouvriers et rendu plusieurs dizaines d'autres malades à vie.

O. B.

GEC - Alsthom (Le Bourget - 93)

FIN DE LA GRÈVE :

LA DIRECTION CONTRAINTE À DES RECULS

Après 18 jours de grève, dont 16 avec occupation, les travailleurs de l'Alsthom - Le Bourget ont arrêté leur mouvement, après avoir contraint le groupe à des reculs non négligeables. Il aura fallu pour cela un mouvement actif, qui a inquiété la direction. Le directeur a été séquestré deux jours, les travailleurs ont été à deux reprises au Siège, y pénétrant une fois par la fenêtre et mettant une autre fois la direction à la porte... Les travailleurs sont aussi allés dans les autres usines du groupe et même à Belfort pour y trouver la solidarité des travailleurs.

Et au total la direction a reculé.

CE QUE LA DIRECTION A LÂCHÉ

Le plan de licenciements prévoyait 151 suppressions d'emploi, dont 117 licenciements secs. La direction a dû accepter de s'engager à reclasser 50 de ces travailleurs dans les usines du groupe en région parisienne, avec maintien de leur salaire.

Pour les autres, la prime «d'aide au reclassement» sera augmentée de 30 à 40 % par rapport aux propositions initiales. Elle se montera à 84 000 F en plus des indemnités légales pour un salarié de 40 ans et 20 ans d'ancienneté (ce qui est le cas de la majorité du personnel) et 112 000 F pour un salarié de 50 ans et 30 ans d'ancienneté.

Il y aura en plus en principe, pour ces travailleurs, des possibilités d'essai, de retour dans l'entreprise ou de prolongement des délais pour toucher ces aides. Les 220 travailleurs du bureau d'études qui devaient être transférés à l'usine Rateau de la Courneuve sans rien savoir sur leur avenir se voient garantir cinq ans sans licenciement.

Enfin une réunion mercredi 9 octobre devait fixer le montant d'une prime de reprise dont la direction a admis le principe et qui devrait compenser en partie les heures de grève.

DES RECULS PARTIELS

Bien sûr ces reculs sont loin de correspondre à la totalité des revendications des grévistes, d'autant que dans quelques mois il y aura d'autres charrettes de suppressions d'emploi pour les 3 à 400 salariés restant au Bourget. La direction a cependant laissé entendre que l'accord présent servirait de base pour les plans suivants tout en refusant de s'engager plus avant là-dessus.

L'ALSTHOM A RECULÉ SOUS LA PRESSION

La dernière semaine du conflit a été cependant riche en péripéties, les grévistes maintenant leur mobilisation en manifestant encore au siège du holding Alsthom-Alcatel, à

l'Assemblée nationale et en collectant des fonds auprès des travailleurs d'autres usines. La direction, elle, joua jusqu'au bout une sorte de poker-menteur, soufflant le chaud et le froid, refusant de signer le jour même ce qu'elle reconnaissait la veille. Ainsi jeudi 3 octobre, alors que le directeur de fabrication du Bourget s'engageait verbalement devant le personnel rassemblé, grévistes et non grévistes, la direction générale le désavouait, refusant de rencontrer les grévistes avant le week-end, misant sur la lassitude de ceux-ci. Le même jour, elle tentait une «contre-occupation» avec une cinquantaine de cadres et agents de maîtrise à quatre heures du matin, mais à 7 heures ils furent proprement remis à la porte.



Mercredi 2 octobre, une cinquantaine de cadres étaient entrés dans l'usine dès l'aube ; les grévistes les ont contournés et vont les repousser vers la sortie.



Vendredi 4, la direction traînait même les grévistes au tribunal, en référé, disant qu'il n'y aurait rien avant le week-end et cherchant à faire condamner les grévistes. Mais la direction, voyant que ceux-ci s'étaient déplacés à 200 à Bobigny, accepta in extremis l'ouverture des négociations qui ont abouti au protocole. Finalement, l'intransigeance de la direction ne lui avait pas servi et, dans la lutte d'influence vis-à-vis du reste du personnel, ce sont les grévistes qui avaient emporté le morceau auprès des non-grévistes, y compris des cadres qui avec la maîtrise décidaient de faire la grève du piquet non-gréviste et signaient même une pétition qui désavouait la direction !

Cela n'a pas empêché celle-ci pourtant de tenter un coup ultime dans le week-end en modifiant (sur des points qui n'étaient pas les plus réclamés par le personnel) la rédaction du protocole dans un sens qui lui était plus favorable ! Mais l'unité des grévistes s'est maintenue jusqu'au bout et l'assemblée générale qui vota la reprise lundi 7, n'a commencé qu'après que le texte soit rétabli, précisé, avec des modifications supplémentaires.

Tout en ayant conscience de n'avoir pas obtenu tout ce qu'ils voulaient, les grévistes sont rentrés la tête haute, fiers de ce qu'ils avaient fait et obtenu, et contents d'avoir appris à s'apprécier, construit entre eux des liens fraternels. D'ailleurs la reprise votée en fin de matinée ne fut effectuée qu'après un banquet où les grévistes à la cantine ont fait entendre haut et fort qu'ils avaient le moral ! Et après deux jours de reprise, des groupes de travailleurs continuent à discuter partout dans l'usine, les cadres et les chefs se faisant discrets.

UNE LUTTE QUI SORT DE L'HABITUDE

Les grévistes se sont donnés rendez-vous le mercredi 9 octobre pour juger des propositions de la direction sur le paiement des heures de grève.

Mais d'ores et déjà, dans un contexte où l'Alsthom attaque dans différents secteurs pour obtenir des suppressions d'emploi, la réaction des travailleurs du Bourget a eu au moins le mérite de montrer qu'on peut, si l'on est décidé, amener la direction à des reculs. D'autant plus que

ces suppressions d'emploi ne sont pas dues à une situation difficile mais sont un moyen pour ce groupe international de réaliser de super-bénéfices.

Et puis, la lutte a sans doute inquiété les dirigeants du groupe, dans la mesure où les travailleurs ne sont pas restés passifs, spectateurs d'objectifs qui ne seraient pas toujours les leurs tels que la «*filière nucléaire*», la «*stratégie de défense de l'énergie française*», etc. Au contraire, cette lutte correspondait exactement à ce que souhaitaient les grévistes et aux objectifs qu'ils s'étaient donnés. Tout au long, ce sont d'ailleurs les travailleurs qui ont imposé les modes d'action et les revendications.

Peut-être ce succès partiel des travailleurs de l'usine du Bourget sera-t-il un encouragement à ne pas se laisser faire lors des prochaines offensives prévisibles de la direction et de ses prochains projets de réduction d'effectifs, que ce soit au Bourget ou dans les autres usines du groupe.

Correspondant LO

Semurval (Valenciennes - 59)

Contre une menace de licenciement

Dernièrement, un expert de l'assurance de la Semurval - la société de transports publics du Valenciennois - mettait en cause le bien-fondé d'un constat amiable d'accrochage entre un bus et une automobile, sous prétexte que cette automobile aurait déjà été victime d'un accident auparavant.

Sans hésitation, le directeur signifiait qu'il y aurait sanction, soit pour tentative d'escroquerie, soit pour «incompétence professionnelle», pour ne pas avoir constaté que la voiture était déjà abîmée... avant de l'emboutir !

Au conseil de discipline, les représentants de la direction votèrent - bien évidemment en toute indépendance - pour le licenciement, les représentants du personnel contre. Le directeur se donnait 15 jours pour prendre sa décision... mais tout le monde savait de quel côté son cœur balançait.

Le lundi 30 septembre, le verdict du conseil de discipline fut très mal accueilli par la trentaine de chauffeurs qui avaient répondu à la convocation de la CGT. Tous étaient d'accord pour s'opposer à cette menace de licenciement.

Déjà émus depuis le début septembre par de multiples autres menaces de sanctions, la majorité des 250 conducteurs et des 60 mécaniciens de l'atelier n'a pas hésité à participer, sans le préavis légal de 5 jours, aux débrayages de 2 heures à chaque poste, matin et soir, avec rassemblement au dépôt, à l'appel des militants de la CGT. Les usagers étaient prévenus par affiches, par tracts distribués dans les bus, ainsi que par la presse et les informations radio régionales.

Le lendemain, les assemblées réunissaient le matin

LES CHAUFFEURS DE BUS RIPOSTENT

100 et l'après-midi 80 chauffeurs et mécaniciens. Le mouvement était reconduit à la quasi-unanimité pour le lendemain. Mercredi 2 octobre, il y avait 60 grévistes à l'AG du matin et 40 l'après-midi.

Le mardi matin, tous les grévistes avaient décidé de monter dans les services administratifs pour faire pression sur le directeur. Il reçut une délégation à laquelle il ne dit rien de plus que ce que tout le monde savait déjà.

Mais le 2 octobre, le

secrétaire de la CGT annonçait qu'il devrait y avoir une contre-expertise et une réunion du bureau du Syndicat intercommunal qui gère la Semurval. Et ce ne serait plus le directeur qui statuerait sur la sanction, mais ce bureau, le 9 octobre.

Peut-être certains élus municipaux cherchent-ils, en prenant eux-mêmes cette affaire en main, une porte de sortie à un conflit qui risque de ne pas en rester là ? Mais le résultat ne serait là non plus pas

certain, de nombreux chauffeurs se souviennent encore des positions anti-grévistes des élus - y compris ceux du PCF - lors de la grève de 1988.

Samedi 5 octobre, la reconstitution de l'accident a bien prouvé que le bus a pu heurter la voiture, mais cela ne semble pas suffisant au directeur...

Et il faudra probablement que les chauffeurs et mécaniciens montrent leur détermination dans les jours qui viennent, pour interdire toute sanction.

Belin (Evry - 91)

UN MOUVEMENT SUCCÈDE À UN AUTRE

Une grève vient de se terminer chez Belin à Evry : celle de l'atelier Chipsters pour l'embauche d'un intérimaire. S'il n'a pas été finalement embauché, la grève lui a par contre permis de recevoir un engagement écrit de sa boîte d'intérim de lui payer les jours de grève, les indemnités et 300 F de «dédommagement», ainsi que la garantie de lui trouver un nouvel emploi.

La reprise du travail venait donc de se faire aux Chipsters, que tous les ouvriers de nuit d'un autre atelier, le Conditionnement, débrayaient à leur tour.

Cette fois, il s'agissait de s'opposer à la volonté de BSN et de la direction de l'usine de diminuer le taux de majoration des heures de nuit, qui est à Belin de 60 %. Dans ce but, la direction a fait passer provisoirement de jour un ouvrier

du Conditionnement qui est traditionnellement de nuit. Dans le même temps, un intérimaire arrivait dans l'atelier pour travailler de nuit. Résultat : une perte sèche d'environ 30 % du salaire pour l'ouvrier embauché.

Les gars de nuit ont tout de suite compris que cette pratique allait se généraliser et, le 3 octobre à 23 h, la totalité de l'atelier, 23 ouvriers, débrayait, indiquant à la hiérarchie qu'ils ne souhaitent discuter qu'avec le directeur de l'usine.

Le pauvre homme, accompagné du directeur de production, arrivait quelques minutes plus tard, sortant tout droit de son lit douillet. Après quelques manœuvres, il acceptait finalement de recevoir tous les ouvriers. Là, pendant plus de 2 heures, ces messieurs ont entendu tout ce que les ouvriers avaient à leur dire ; et, surtout, qu'il

était hors de question de perdre un centime sur les heures de nuit.

A 1 h 30, épuisé, le directeur finissait par céder sur tout :

- l'ouvrier provisoirement de jour sera payé de nuit ;
- toute période de forma-

tion sur de nouvelles machines et nécessitant un passage de jour sera payée de nuit ;

- paiement des heures de débrayage ;
- engagement écrit sur tout cela par la direction dans les 3 semaines.

C'est un petit mouve-

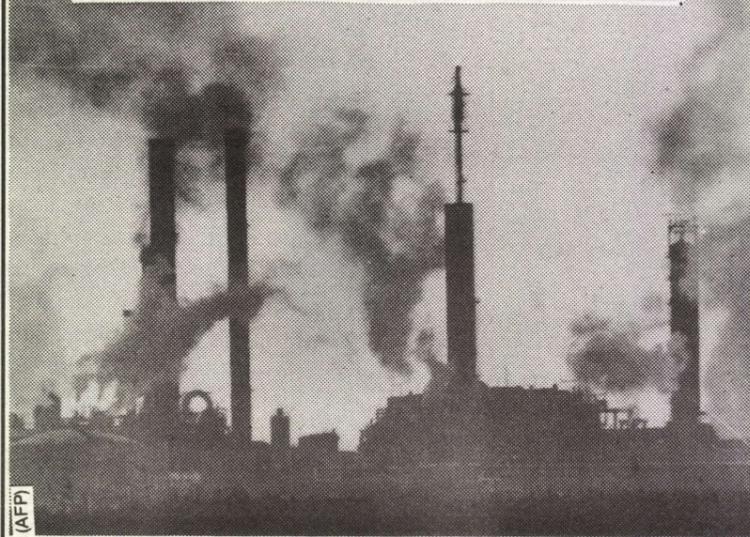
ment mais qui a été entièrement pris en charge par les travailleurs eux-mêmes. Ils ont organisé leur lutte dans une réunion au cours de laquelle ils ont voté les décisions qu'ils prenaient et ils ont eux-mêmes discuté face au patron. Cela prouvait une certaine détermination. Le patron ne s'y est

pas trompé, lui qui leur demandait : «*Mais qui est le meneur ?*» et les travailleurs de répondre en chœur : «*Nous sommes tous des meneurs !*»

Inutile de dire que le travail a repris dans la joie et la bonne humeur. Ce succès a été ressenti dans l'usine comme celui de tous les travailleurs.

Correspondant LO

Fumeurs et fumées



Un projet de décret gouvernemental prévoit une répression plus sévère contre tous ceux qui fumeront dans les lieux publics. Assainir l'atmosphère, pourquoi pas ? Mais alors, il n'y a pas que les fumeurs qui fument, les travailleurs dans les usines sont bien placés pour le sentir. Il y a souvent des machines ; et il n'est pas rare, dans les ateliers, que les ouvriers soient exposés à des produits dont les vapeurs nocives sont à l'origine de nombre de maladies professionnelles.

Qu'est-ce qu'on attend alors pour lutter contre les patrons qui empoisonnent leurs propres ouvriers et polluent l'atmosphère extérieure environnante ?

ACCIDENTS EN SERIE A LA SNCF

A Saint-Germain-au-Mont-d'Or

LES CONDITIONS DE TRAVAIL RESPONSABLES DE LA MORT DE QUATRE OUVRIERS

Lundi 30 septembre, en début d'après-midi, une collision s'est produite en gare de Saint-Germain-au-Mont-d'Or, dans la région lyonnaise, collision entre un train vide et un bulldozer. L'accident a coûté la vie à quatre ouvriers, deux sur le coup, et deux qui

n'ont pu survivre à leurs brûlures. Deux autres encore sont grièvement blessés.

C'est lors d'une manœuvre que le bulldozer, appartenant à la société COGIFER et travaillant à remplacer un aiguillage pour le compte de la SNCF, s'est engagé sur la voie

où arrivait un train roulant à 140 km/heure.

Malgré le freinage d'urgence, le choc n'a pu être évité et le bulldozer a quasiment explosé sous le choc, son fuel prenant feu, tandis que la locomotive déraillait. Les ouvriers qui étaient à proximité ont été touchés de plein fouet par les projections du bulldozer.

L'espace dont disposait le chantier entre deux voies n'était que de 8,50 m. C'est dans cet espace que le bulldozer devait manœuvrer. Il a dû empiéter en partie sur la voie, mais ce devait être pour un court instant. C'est alors qu'est passé un train exceptionnel, vide de voyageurs, et qui rentrait à Lyon.

Que de tels accidents puissent se produire, cela n'a rien d'étonnant à la SNCF. Pour elle, les chantiers doivent perturber le moins possible le trafic des trains. Cela veut dire limiter au maximum le temps d'exécution des chantiers, laisser circuler des trains rapides en bordure de ceux-ci, y affecter le minimum de personnel compétent. Ainsi, il y avait sur place un seul agent SNCF pour prendre toutes les initiatives, et elles sont nombreuses : demander des arrêts de circulation de trains, des coupures de courant, mais aussi

donner les directives aux ouvriers, en particulier aux conducteurs d'engins, quand ce n'est pas soi-même être amené à mettre la main à la tâche.

Manque de personnel, manque de contrôle de la sécurité, travail au coût minimum et le plus vite possible sont les vraies raisons de ce terrible accident. Et de cela la direction de la SNCF est entièrement responsable.

Correspondant LO

Deux cheminots ont été tués lundi 7 octobre dans le Calvados, suite à une collision entre le train Paris-Caen et un semi-remorque bloqué sur les voies. Là encore, il s'agissait d'un camion transportant des matériaux pour les travaux d'électrification de la ligne.

Décidément, sur les différents chantiers SNCF, les accidents se suivent et se ressemblent. La fatalité n'est certainement pour rien dans cette «série noire» qui témoigne, avant tout, du mépris de la SNCF pour la sécurité de ses travailleurs, mais aussi de ses passagers.

Sur le chantier du TGV-Nord

ENCORE UN ACCIDENT !

Vendredi 4 octobre, un camion d'une entreprise extérieure travaillant sur le chantier TGV-Nord à Villiers-le-Bel a, au cours d'une manœuvre, mordu sur une voie. Un train de grandes lignes, rempli de voyageurs, qui allait à Paris, a heurté le camion et l'a entraîné sur une dizaine de mètres.

La machine est bonne pour la casse ainsi que le camion

mais, fort heureusement, il n'y a eu aucune victime. Tout d'abord parce que le chauffeur du camion était sorti juste avant le heurt, ensuite parce que le train roulait à 80 km/h au lieu de 160 et qu'il n'a pas déraillé : un concours de circonstances qui tient du miracle. Mais toute cette histoire donne a posteriori froid dans le dos.

Il faut dire qu'un autre accident qui a eu lieu plusieurs

semaines auparavant avait obligé la SNCF à limiter la vitesse à 80 km/h : les tabliers d'un pont à Garges s'étaient affaissés ; ces tabliers venaient d'être posés, toujours dans le cadre des travaux du futur TGV !

Le train accidenté ne pouvant pas redémarrer, les voyageurs ont traversé alors les voies pour attraper les trains de banlieue, et cela sans se méfier des circulations.

Dimanche 6 octobre, c'est

un bulldozer fou qui s'est arrêté à quelques centimètres d'un train de banlieue. Au mois d'août, c'est une grue qui s'est écrasée sur les 6 voies à Saint-Denis. Et là aussi, coup de chance, aucun train ne circulait. A chaque fois, on est passé à deux doigts de la catastrophe.

Depuis la rentrée des vacances, les travaux du TGV-Nord ont déjà fait 2 morts : un conducteur d'engin de l'entreprise Cosson écrasé sous sa machine et un

travailleur intérimaire mort dans l'écroulement d'un pont TGV à hauteur d'Arras.

Qu'il y ait des victimes ou pas, dans tous les accidents, la SNCF dégage sa responsabilité sur le dos soit des cheminots, soit des travailleurs des entreprises extérieures.

Pourtant, la SNCF est responsable des conditions dans lesquelles se font ces travaux. Pour elle, les travaux doivent se faire vite pour coûter le moins cher possible. Elle n'est donc pas regardante quant aux conditions de travail des

ouvriers, comme elle ne va pas regarder de près si la sécurité est respectée.

De plus, elle n'a ni ralenti, ni limité, ni détourné la circulation des trains voyageurs qui traversent le chantier TGV. Ce qui veut dire en clair qu'elle n'hésite pas à faire prendre de grands risques aux usagers eux-mêmes. Car si la SNCF dépense des sommes fabuleuses pour le TGV, elle rogne sur tout pour faire des économies, quitte à mettre la vie des travailleurs et des usagers en jeu.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chattroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F. Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste : France, 1 an : 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

PTT

LA POSTE PREND LES FACTEURS POUR DES BAUDETTS !

Une fois le courrier trié, il faut en assurer sa distribution : une évidence ? Pas pour la Poste.

Au bureau de poste principal du 20^e arrondissement de Paris, par exemple, le souci premier de la hiérarchie est de faire passer le maximum de courrier au tri, même si la distribution ne peut pas suivre au même rythme, étant donné le nombre insuffisant de postiers. Un de ses procédés favoris consiste à mettre du personnel en renfort au tri, par exemple des collègues exemptés de distribution du courrier pour raison de santé.

Résultat, il n'est pas rare qu'au moment de partir en tournée, les facteurs aient trois ou quatre sacoches à emporter chacun. Ils sont transportés en véhicule jusqu'à leur quartier de distribution, et laissent une partie de leur charge dans des dépôts relais. Tout distribuer relève du tour de force ou s'avère carrément impossible.

Naturellement, la direction fait pression pour que nous jouions les prolongations dans les tournées. Contre ces heures supplémentaires gratuites, nous nous affrontons bien souvent avec la maîtrise,

en particulier en refusant de ressortir du bureau de poste en fin de matinée pour une deuxième distribution qui empiètrait sur le temps de repas.

Il arrive aussi qu'une partie de la population, que sert normalement ce bureau de poste, ne reçoive pas le courrier quand il y a des quartiers "à découvrir" : le courrier a été trié au bureau mais il y reste stocké, faute de personnel pour le distribuer. Les jours suivants, le retard doit être rattrapé.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que seule une partie du courrier parvienne le lendemain du jour où il est posté. Dans quelle proportion ? Deux sondages ont apporté leur réponse, pour l'ensemble du courrier en France. L'un, de la Sofres, donne 74 %. Un autre réalisé par la poste, elle-même, arrive à 94 % ! La direction de la Poste a avoué d'où provient ce miracle : la Sofres a tout à fait normalement compté la proportion de lettres qui sont acheminées en un jour au

domicile du destinataire. En revanche, pour parvenir au nombre mirifique de 94 %, la Poste a compté le pourcentage de lettres qui mettent une journée pour parvenir...

"jusqu'à la position de travail du facteur, juste avant la sortie de distribution". Elle précise : "Les incidents de distribution qui peuvent intervenir ne sont donc pas comptabilisés". Autrement dit, si une lettre, après avoir été triée, reste bloquée pendant un ou plusieurs jours avant d'être distribuée à son destinataire, la Poste la considère comme arrivée à bon port.

Elle est prête à récidiver dans ce type de sondages, qui, selon elle, "permettent un suivi plus précis de la qualité par produit et du fonctionnement de l'entreprise". Quant à la distribution du courrier, la Poste, entreprise moderne, ne va quand même pas s'intéresser à une telle vétille !

Correspondant LO



(Arc)

Limoges

LA "SENSIBILITÉ" DU PERCEPTEUR

Voici la lettre envoyée par le nouveau trésorier principal à une famille qui venait de solliciter de nouveaux délais pour payer des arriérés d'impôt.

"Madame, Monsieur, Venant de prendre la tête de la TP, je suis amené à traiter votre dossier.

1°) Je n'ai pas du tout la même sensibilité que mon prédécesseur concernant la façon de régler les problèmes.

En effet un excès de générosité conduit inéluctablement à une situation inextricable avec chevauchement d'échéances alors que tout accord de délais doit impérativement être conditionné par l'apurement d'une dette avant l'arrivée d'une autre.

2°) Je conteste personnellement ce côté répétitif des délais qui conduit certains contribuables à ce que je dénommerais un "professionnalisme du retard fiscal".

En conclusion, pour reprendre une expression non administrative qui veut bien dire ce qu'elle veut dire, les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures.

Conclusion : les délais accordés par mon prédécesseur sur l'arriéré sont maintenus dans la mesure où ils sont respectés.

Par contre, en ce qui concerne les dettes arrivant à échéance actuellement, je ne veux pas entendre parler de délais.

Le recouvrement sera assuré par la procédure "musclée" mais légale prévue à cet effet avec, évidemment, tous les frais occasionnés. Ce sera dur pour vous dans l'immédiat mais très salubre pour la suite.

Conscient de vous rendre service, je vous prie de croire, Monsieur, Madame, à l'assurance de mes meilleurs sentiments prenant en compte tous les éléments de votre dossier".

Comme le dit lui-même cet individu, "les plaisanteries les plus courtes étant toujours les meilleures", il ne serait pas mauvais de lui faire ravalier les siennes.

QUAND L'EDUCATION NATIONALE DIT "AMEN" AUX CURÉS

Dans les écoles primaires du quartier de la Bastide, à Limoges, le transfert des cours du samedi matin au mercredi a été mis en place à la rentrée. Mais au dernier moment, il a fallu libérer 1h30 le mardi après-midi pour l'instruction religieuse.

L'inspecteur d'académie a rappelé qu'il y avait des conditions à ce transfert, des conditions... qui n'ont pas grand chose à voir avec "l'aménagement du temps de l'enfant" dont on se gargarise tant en haut lieu.

Ce sont les représentants de l'Eglise qui, invoquant une récente cir-

culaire Jospin du 24 avril 1991 qui dit que "l'organisation du temps scolaire ne doit pas porter atteinte aux conditions d'exercice de la liberté religieuse" ont réclamé un temps de deux heures à peu près qui peut se situer dans la matinée des lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, ou dans l'après-midi des lundi, mardi, jeudi.

Comme quoi l'Eglise se soucie du salut des âmes de nos chères têtes blondes ou brunes ; même lorsque, comme dans ce quartier, une petite minorité de 35 enfants sur environ 450 allaient au catéchisme l'an dernier.

Alors, le goupillon n'est pas mort ? En tout cas Jospin et le PS rampent devant !

**FETE DE LUTTE OUVRIERE
A TOURS
SAMEDI 19 OCTOBRE
de 14 à 24 h
Salle de la Pléiade
à LA RICHE**

Prix Nobel de Littérature
NADINE GORDIMER
 ROMANCIERE
 SUD-AFRICAINE
 ANTI-RACISTE

(AFP)



Ce n'est qu'au moment de la fin officielle de l'Apartheid que Nadine Gordimer, une romancière blanche d'Afrique du Sud, connue pour ses prises de position contre ce système, a obtenu le prix Nobel. Une fois de plus, on peut dire que cette institution aura préféré suivre les combats que les précéder... ou les aider !

Née en 1923, l'auteur devint membre de cette fraction de l'intelligentsia blanche d'origine européenne qui s'affirmait libérale, fréquentait les élites noires et s'indignait contre la discrimination raciale.

Son premier roman traduit en français, *Un monde d'étrangers*, a été écrit en 1958. C'était aussi l'année de l'émeute de Sharpeville (où la police tira sur les Noirs qui manifestaient) ; puis ce fut l'arrestation des dirigeants de l'ANC (dont Nelson Mandela).

Dans les années qui suivirent, la répression s'accrut. Les écrivains noirs se retrouvèrent en prison ou en exil, une partie des écrivains blancs libéraux émigrèrent. Nadine Gordimer fit partie de ceux qui décidèrent de rester et d'écrire, sans renoncer à leurs idées. Bien que ses romans aient presque tous été interdits par la censure, elle acquit une notoriété internationale et continua, dans le pays, à prendre position contre l'Apartheid, comme une sorte de compagnon de route de l'ANC.

Le prix Nobel lui a été attribué pour ses œuvres qui, d'après le jury suédois, ont pour thème "les conséquences qu'impliquent pour les êtres humains les distinctions raciales". Nadine Gordimer s'est surtout

attachée à décrire la situation des Blancs qui ne peuvent pas vivre des rapports sociaux et humains dignes de ce nom dans une société gangrenée par le racisme et l'Apartheid.

Du coup, soit ils se dégradent eux-mêmes (c'est le thème de son roman *Le conservateur*), soit, parce qu'ils refusent de se plier aux règles sociales en vigueur, ils sont amenés à s'engager d'une manière ou d'une autre aux côtés des Noirs et en subissent les conséquences (exclusion de la communauté blanche, prison, etc.).

De Nadine Gordimer, on peut lire d'abord *Fille de Burger*, récemment ré-édité en Livre de poche, le roman sans doute le plus intéressant parmi ceux qui ont été traduits en français. A travers l'histoire de Rosemarie Burger - fille d'un médecin blanc, membre connu du Parti Communiste et, en tant que tel, jeté en prison - l'auteur donne une idée de l'évolution de l'Afrique du Sud de la Seconde Guerre mondiale à 1978. Elle s'attache surtout à la vie difficile des militants antiracistes. Rosemarie, après la mort de son père, essaie de mener une vie "normale", mais parce qu'elle est la fille d'un militant connu et qu'elle a fini par faire siennes ses convictions, elle se retrouve en pri-

son. Autour d'elle, gravite un milieu de Blancs et de Noirs qui militent avec l'ANC (dont le roman, bien que de manière nuancée, fait l'apologie...) ou, plus tard, avec la "Conscience Noire". Le roman se clôt en 1978, lors des émeutes de Soweto. Les Noirs prennent la relève des Blancs à la tête de la lutte contre l'Apartheid.

On peut lire aussi *Un caprice de la nature*, paru en France en 1990 aux Editions Albin Michel. Là aussi, le livre est centré sur un destin féminin. L'héroïne, élevée par une famille libérale, n'a aucun préjugé à l'égard des Noirs. Elle se fait mettre au ban de la société blanche parce qu'elle vit avec un Noir. A la fin du roman, elle est devenue l'une des épouses d'un leader noir devenu le chef d'Etat d'un pays africain, récemment devenu indépendant. Il y a tout au long du roman des tableaux peu complaisants des cercles dirigeants des mouvements d'opposition noirs.

La trame des romans de Nadine Gordimer suit ce que ressentent et pensent ses personnages (toujours des Blancs, les Noirs étant vus à travers eux). C'est parfois difficile à suivre, mais toujours intéressant.

Sylvie FRIEDMAN

BARTON FINK

avec John Turturro

Barton Fink, jeune auteur de théâtre qui vient de connaître le succès à Broadway, signe un contrat avec Hollywood. Il espère ainsi, peut-être, atteindre le grand public, créer des pièces qui soient le reflet de la vie quotidienne et touchent en parlant des problèmes de tous les jours. Il ne sera, comme on dit, pas déçu du voyage et de la Californie.

Le scénario d'un film lui est immédiatement confié par un des magnats de la production hollywoodienne ! C'est un film de catch. Pareille commande, évidemment, n'encourage guère l'inspiration du jeune auteur. Dans la chambre d'hôtel sordide

où Barton Fink s'échine, le papier se décolle des murs plus vite qu'il ne noircit sur sa machine à écrire.

On conçoit que les gens du cinéma qui se réunissent au festival de Cannes - petite vengeance ? - aient pu avoir envie de récompenser d'une palme d'or cette satire des milieux

d'Hollywood. Mais au spectateur qui ne fait pas partie du milieu cinématographique, ce scénario de la feuille blanche (et de la pellicule noire) paraît tout de même bien vide... sur un sujet vraiment léger.

P.V.

On nous communique :

**il y a 30 ans, le 17 octobre 1961,
 le massacre
 de travailleurs algériens
 à Paris**

L'association "Au nom de la mémoire", qui s'est constituée pour commémorer le trentième anniversaire de la manifestation des travailleurs algériens à Paris, le 17 octobre 1961, pendant la guerre d'Algérie, - où la police tira sur les manifestants, faisant plusieurs centaines de morts - nous communique le programme de la semaine de commémoration de ces événements qu'elle organise du 14 au 19 octobre.

- Les principales activités prévues sont :
- Lundi 4 octobre, un meeting à 18 h 30 à la Bourse du Travail (Place de la République);
 - Jeudi 17 octobre, une manifestation qui partira à 18 h 30 du Canal Saint-Martin (angle du Quai de Jemmapes) pour se rendre devant le cinéma Rex, Boulevard Poissonnière, (l'un des lieux où la police a tiré sur les manifestants).
 - Du lundi 14 au vendredi 18, une exposition ouverte au public de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, au local de la Ligue de l'Enseignement, 3 rue Récamier (Métro Sèvres-Babylone), présentera de nombreuses photos et documents rappelant les événements de ce 17 octobre d'il y a 30 ans.

POUR DÉFENDRE LEURS DROITS CE N'EST PAS SUR LES NATIONALISTES QUE LES PEUPLES PEUVENT COMPTER

Avec les déclarations d'indépendance de la Slovanie et de la Croatie, le 25 juin dernier, le processus de dislocation de la Fédération yougoslave était entamé en quelque sorte officiellement ; aujourd'hui que le «moratoire» suspendant pendant trois mois les effets de ces indépendances, accepté par les deux Républiques sécessionnistes en juillet, est arrivé à expiration, la guerre qui déchire la Yougoslavie se montre tout à fait ouvertement comme la sale guerre qu'elle est, de part et d'autre : celle de deux nationalismes qui s'affrontent – sur le dos de leurs peuples.

Une impasse sanglante...

Avec les bombardements contre Zagreb et le blocus des ports croates de l'Adriatique, avec les appels répétés à la mobilisation générale en Croatie, la guerre larvée est passée au stade d'une «vraie» guerre, dont aucun des deux camps n'ose même avouer le nombre des victimes.

Et les fronts de cette guerre se multiplient, risquant à tout moment d'entraîner à leur tour les villages et les villes des Républiques contiguës, notamment la Bosnie-Herzégovine, dans la spirale meurtrière.

Quant à la situation économique, elle sombre dans un chaos catastrophique pour l'ensemble des masses populaires de toute la Yougoslavie. Le pays était déjà en proie à une crise économique très grave depuis des années, et c'est même là une des principales raisons qui ont amené les différentes cliques privilégiées à se lancer dans les surenchères nationalistes et à mobiliser leurs populations derrière leurs drapeaux. Et ce ne sont sûrement pas les aventures guerrières et la désorganisation générale qui peuvent arranger quoi que ce soit de ce point de vue, au contraire.

Tout ce à quoi les peuples peuvent prétendre dans cette affaire, c'est au rôle de réfugiés, de réquisitionnés, de rationnés – de chair à canon – sans qu'il y ait au bout le moindre espoir d'une amélioration de leur sort pour autant. Cette guerre n'est pas la leur. Elle n'est celle d'aucun des peuples concernés.

... œuvre des dirigeants nationalistes

Bien sûr et malheureusement, plus les choses se prolongent, plus la guerre prend de l'ampleur, plus les populations endurent de souff-

rances, et plus elles se retrouvent enchaînées, solidarisées derrière leurs dirigeants respectifs. Mais, même si ceux-ci ne se font pas faute de se lancer à la figure les fameux «droits des peuples» ou «droits des minorités», aucun de ces peuples – majoritaires ici, minoritaires là... et inversement – ne peut dans la réalité compter sur ces gens-là pour les appliquer ou les respecter.

Les dirigeants serbes montrent tous les jours le cas qu'ils en font. Leurs opérations militaires sont même bien plus clairement destinées à terroriser les populations qu'à réduire les milices croates.

Et les populations des enclaves serbes en Croatie ne leur ont servi que de prétexte et de points d'appui, dans une politique motivée bien plus sûrement par les droits que s'arrogent les privilégiés que par ceux des peuples.

C'est ouvertement le nationalisme serbe qui mène sa guerre (qu'il s'agisse pour ses instigateurs d'agrandir les territoires sous domination serbe, ou de réduire les ressources d'une Croatie indépendante, cela revient au même). Il en a fini y compris avec la fiction de la défense d'un Etat fédéral. En ce qui concerne l'armée et son état-major, c'était déjà clair. Et, en s'arrogeant le 3 octobre tous les pouvoirs au sein de la présidence dite fédérale, la Serbie a entériné la mort de cette instance, qui de fait ne fonctionnait plus réellement depuis des semaines.

Il n'y a pas davantage à attendre – du point de vue du respect des droits démocratiques dont font partie ceux des peuples à disposer d'eux-mêmes – de la part des dirigeants nationalistes croates. Ils aiment à se présenter comme les victimes, les agressés, mais les minorités serbes ou autres qui vivent sur le territoire de la Croatie ne peuvent pas plus compter sur eux pour faire appliquer les grands principes dans lesquels ils affectent de se draper actuellement.

Ce sont tout sauf des démocrates. Leur pouvoir s'appuie en

grande partie sur des milices armées d'extrême-droite qui ne cachent nullement leurs aspirations à un régime de type néo-nazi. Et quand le dirigeant Franjo Tudjman lui-même célèbre «la République de Croatie et des Croates du monde entier» et dénonce «la persistance des tendances à abuser de la démocratie», les Serbes de la Krajina et de Slavonie peuvent se l'entendre pour dit...

★★★

Rien ne justifie, évidemment, la politique de force des dirigeants de Belgrade contre la Croatie. Mais les peuples croate et serbe, comme les autres nationalités de la Yougoslavie, doivent se souvenir que tous ces dirigeants qui se font aujourd'hui roitelets dans les différentes Républiques en se dressant les uns contre les autres, étaient hier encore, tous autant qu'ils sont, collègues au sein de l'appareil d'Etat de la Yougoslavie titiste ; et qu'ils partagent tous la responsabilité du processus qui a abouti à la sale guerre actuelle.

Bien sûr que les Croates devraient avoir le droit de disposer d'eux-mêmes, comme les Serbes, comme les Albanais du Kosovo, comme tous les peuples ; et pour les révolutionnaires prolétariens, c'est une affirmation élémentaire. Mais pour faire passer ce droit dans les faits, c'est le pouvoir des classes privilégiées et de leurs représentants politiques qu'il faudrait combattre et renverser – tandis que, sous la direction des nationalistes, ce slogan ne sert qu'à lancer les travailleurs les uns contre les autres dans un combat insensé et stérile.

Christiane LE GUERN



Les Serbes utilisent un canon anti-aérien contre les positions croates.



Victimes civiles en zone croate.

MANQUAIT PLUS QUE LE ROI !

Pendant que les combats font rage entre Serbes et Croates, le prince Alexandre, "prétendant au trône" de Yougoslavie, est venu faire un tour à Belgrade où ses partisans l'ont acclamé.

La monarchie yougoslave d'autrefois brimait les minorités et fusillait les républicains. C'est avec ça que certains veulent renouer ? C'est vers le XXI^e siècle qu'on avance, ou vers l'Ancien Régime ?

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernière brochure parue :

LA MONTÉE DES NATIONALISMES EN
EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE

(Exposé du Cercle Léon Trotsky
du 14 juin 1991)

Prix : 10 F

Envoi contre 12 F en timbres par brochure.